

# La revue catholique des idées et des faits

## SOMMAIRE

Moscou!

Le romantisme

Le rapprochement franco-allemand

La crise anglaise et le commerce international

Lettre sur Maeterlinck, le mariage et les Jésuites

Le XVIII<sup>e</sup> Congrès des orientalistes à Leiden

L'astronomie

Le baron Firmin van den Bosch

Franz De Voghel

Comte Gonzague de Reynold

Comte Louis de Lichtervelde

Baron Snoy d'Oppuers

Omer Englebret

Gonzague Ryckmans

E. Heuchamps

Paul Halflants

Les idées et les faits : Chronique des idées : Frère-Orban, Mgr J. Schrygens. — France. — Autriche.

## La Semaine

Le voyage à Berlin de MM. Laval et Briand marquera-t-il une date dans les relations franco-allemandes, et la commission économique projetée sera-t-elle efficace? Nous le souhaitons vivement et nous partageons à ce sujet les idées développées plus loin, dans un article remarquable, par notre chroniqueur politique le comte Louis de Lichtervelde. Mais pour répondre à l'interrogation posée, il faudrait que la question préalable à tout pronostic sur l'Europe de demain : l'Allemagne veut-elle sincèrement la paix? ne se posât plus.

Or, en matière de réparations comme en matière de désarmement, le Reich ne donne certes pas l'impression de vouloir sincèrement la paix! M. de Marcé, dans une étude publiée par la *Revue des Deux Mondes*, se basant sur les budgets allemands, sur les statistiques allemandes et sur les rapports de M. Parker Gilbert, agent général des paiements de réparations — ayant résidé à Berlin de 1924 à 1930 — établit les « dépenses désordonnées » des États et des Communes du Reich.

Nous citons :

### La faible charge des réparations.

La progression de l'ensemble des budgets publics est celle-ci : de 7 milliards 178 millions de reichsmarks en 1913-1914, on passe à 22 milliards 163 millions de rm., ou 20 milliards 801 millions de rm., montant du *reiner Finanzbedarf*, — donc 21 à 22 milliards de rm. en 1928-1929. C'est le triple des dépenses de 1913.

Cette proportion se retrouve encore si l'on élimine du montant des dépenses de 1913-1914 les dépenses militaires (1,821 millions de rm) et du montant des dépenses de 1928-1929 les charges de guerre, réparations comprises (4,493,5 millions de rm.) ainsi que le budget de la Reichswehr (829,9), soit ensemble 5,320 millions de rm. Car on obtient ainsi les chiffres de 5,357 et 15,481 millions de rm. Les dépenses autres que les dépenses militaires ou charges de guerre et réparations ont donc aussi triplé de 1913 à 1928 et ce ne sont pas les charges de guerre et réparations qui ont causé ce triplement des dépenses.

Reconnaissons que, si l'on tient compte de l'augmentation du coût de la vie en Allemagne, 1,3 en moyenne en 1929 et 1930, ces 5,357 millions de rm. de dépenses autres que celles de guerre fussent devenus 7 milliards, mais non les 15,481 millions de rm., montant des dépenses actuelles autres que les charges de guerre. Donc ce n'est pas la charge des réparations qui grève les budgets allemands, dont le montant, abstraction faite de toutes les charges militaires ou de guerre et compte tenu, de plus, de l'augmentation des prix, a plus que doublé depuis 1913.

D'ailleurs, en faisant le rapport de la charge des réparations au total des dépenses publiques allemandes, on arrive aux chiffres ci-après, — ce dont, en ce qui concerne le plan Dawes, ceux donnés par M. Parker Gilbert, dans son rapport de mai 1930 :

Plan Dawes : 1925-1926, 2,1 pour 100. — 1926-1927, 3,3 pour 100. — 1927-1928, 5 pour 100.

Plan Young : Annuité moyenne pendant les trente-six premières années, 1,988 millions de rm. Total des dépenses publiques allemandes : 21 à 22 milliards de rm. L'annuité est donc de 9,50 ou 9 pour 100 de ce total. Pour 1931-1933, l'annuité est de 1,685 millions de rm., elle ne s'élève donc qu'à 8 pour 100 du total des dépenses publiques.

Mais, comme le porte le rapport de M. Parker Gilbert, il faut déduire de l'annuité, pour obtenir la contribution budgétaire du Reich, un actif important : la contribution de 660 millions de rm. de la Compagnie des chemins de fer allemands. L'annuité moyenne du plan Young est ainsi réduite à 1,328, et l'annuité de 1931-1932 est réduite à 1,025.

Enfin le plan Young a rendu disponible pour le Reich la charge de l'industrie, et le budget du Reich a incorporé dans ses recettes le versement semestriel de cette charge payable au titre du plan Dawes, soit 300 millions par an.

La charge budgétaire du plan Young tombe, dès lors, en chiffres ronds et

en moyenne à 1 milliard de rm. par an, et à 725 millions de rm. pour 1931-1932. Par rapport au total des dépenses publiques de 21 à 22 milliards de rm., la charge budgétaire est dès lors pour 1931-1932 de 3,40 à 3,30 pour 100, suivant que l'on prend pour base de calcul le chiffre de 21 ou celui de 22 milliards de rm. Et si l'on considère l'annuité moyenne, la charge budgétaire des réparations s'élève pour le Reich à moins de 5 pour 100 du total des dépenses publiques allemandes.

Au résumé, la charge des réparations est inférieure à 5 ou 10 pour 100 du total des dépenses publiques allemandes. Voilà, non le tribut, mais la faible commission ou le complément d'intérêts des prêts consentis à l'Allemagne.

Sur ces 21 à 22 milliards de rm. de dépenses publiques actuelles, l'Allemagne peut et doit faire des économies bien supérieures à la charge des réparations.

Vous avez bien lu : la charge budgétaire des réparations s'élève, pour le Reich, à moins de 5 % du total des dépenses publiques allemandes. Et on voudrait faire croire au monde que la pauvre Allemagne succombe sous le poids des réparations. Dans ces 5 %, la part de la Belgique est, pour le Reich, quantité négligeable; pour notre budget à nous, elle est fort importante. N'empêche que le moratoire Hoover nous demande de renoncer à ce qui nous revient et qu'aucune voix ne s'est élevée en notre faveur...

\* \* \*

Le R. P. Delattre, Jésuite français fort au courant des choses d'Allemagne, écrivait il y a quelques semaines dans la *Croix de Paris*, qu'« il y a peu de Français sérieusement au courant des choses d'Allemagne, qui croient qu'on réussisse longtemps encore à obtenir de ce peuple le paiement annuel, prévu jusqu'en 1987, de 1,800 millions de marks-or, quelles que justes que soient en principe notre cause et nos revendications ».

Non, l'Allemagne ne paiera plus longtemps, et peut-être plus du tout, les annuités du plan Young, mais non pas à cause du poids de ces réparations! Parce que la France, principale créancière, fut manœuvrée et dupée par la Haute finance internationale et que la campagne contre les réparations nourrissait en Allemagne l'esprit revanchard et détournait l'attention du poids autrement lourd qu'imposaient aux Allemands les capitalistes qui lui prêtaient à gros intérêt.

\* \* \*

Venons-en aux dépenses militaires de l'Allemagne. M. de Marcé établit ainsi « le nombre d'armes que les crédits ouverts ont permis de fabriquer et qu'il importe de comparer aux chiffres fixés par le traité de Versailles » :

	Maximum autorisé par le traité de Versailles	Nombre d'armes dont les crédits ont permis la fabrication
Fusils, armes portatives . . . . .	102,000	342,000
Mitrailleuses . . . . .	1,926	24,840
Canons . . . . .	288	2,757
Minerwerfer, lance-bombes (moyens et légers) . . . . .	252	2,371

Or l'armée allemande nous a envahis en 1914 avec 5,236 mitrailleuses, 9,192 canons, 160 minerwerfer. Dans l'ensemble, les armements allemands actuels sont donc supérieurs, sauf les canons, à ceux de l'armée d'invasion.

\*\*\*

Notamment pour les mitrailleuses, nous arrivons au chiffre de 24,840 au lieu du chiffre de 1914, 5.236, ou du chiffre autorisé par le traité, 1,936.

Et l'auteur établit qu'en totalisant les dépenses de l'armée de terre et celles de la police, on trouve, pour les quatre années de 1927 à 1930, un excédent de dix milliards de francs des dépenses allemandes sur les dépenses correspondantes françaises. Et le Reich vaincu proclame qu'il a désarmé et somme la France de désarmer à son tour...

\* \* \*

Empruntons encore ces lignes à l'article de la *Revue des Deux Mondes* :

*L'Allemagne n'est pas dans la détresse et la crise économique surtout bancaire et monétaire, qui pèse actuellement sur l'économie du Reich, elle semble l'avoir provoquée. « Ce qui manque en Allemagne, déclare M. Parker Gilbert, dans son rapport de mai 1930, c'est la volonté de contrôler les dépenses et de les maintenir prudemment dans les limites du revenu disponible. » Il est permis de se demander si cette volonté de ne pas contrôler les dépenses n'a pas été intentionnelle, si l'Allemagne n'a pas voulu, tout en fortifiant son outillage national et aussi en augmentant sa puissance militaire, réduire, aux dépens de ses créanciers, sa capacité de paiement.*

Que telle fut la politique de l'Allemagne, il faut moins le lui reprocher que regretter qu'on l'ait autorisée et aidée à réaliser ses vues! Américains, Anglais, Hollandais et Scandinaves ont ouvert, et largement, leurs bourses. L'Allemagne put emprunter ce qu'elle voulut à des taux d'ailleurs usuraires.

Les industriels accordèrent aux Russes des crédits fantastiques et... escomptèrent leurs traites à Londres. Quand Londres se trouva embarrassé, ce papier douteux fut réescompté à Paris. Et c'est ainsi que l'or français, cet or péniblement gagné et épargné par le paysan de France, sert aux Soviets à fabriquer l'instrument avec lequel ils comptent bien exproprier un jour ceux qui le leur fournirent...

\* \* \*

Quand on réfléchit à tout cela et qu'on est conscient de ne nourrir aucune haine contre ceux qui, au mépris de la parole donnée, nous envahirent en 1914 et se conduisirent chez nous de la manière que l'on sait, on ne peut se défendre d'être agacé par ce que d'excellents catholiques français, animés certes des intentions les plus louables, croient devoir écrire sur l'attitude catholique envers l'Allemagne, sur la loi chrétienne du pardon, etc. Dans le dernier numéro du *Bulletin catholique international*, numéro consacré au rapprochement franco-allemand, M. Maurice Vaussard écrit :

N'ayant pas conscience d'avoir mérité un « châtement », comment s'adapterait-elle à ce qui, en fait, y équivaut? Comment la jeunesse allemande, en particulier, pourrait-elle n'être pas désorientée, aigrie et tentée de céder aux mirages faciles du national-socialisme ou du communisme lorsqu'elle se voit victime d'un désastre qu'elle subit sans l'avoir voulu et qui menace de peser sur plusieurs générations? Ce qui semble extraordinaire, je n'hésite pas à l'écrire, c'est que les partis d'ordre et de mesure conservent encore en Allemagne tant d'adhérents.

Et plus loin :

De fait, depuis douze ans, nous avons voulu, — souhaité plutôt, et encore pas tous ni toujours, — la réconciliation franco-allemande, sans en prendre ni même en discerner les moyens. Nous n'avons jamais soutenu franchement et au prix de concessions nécessaires, — mais qui devaient être beaucoup plus rapides et plus spontanées pour garder leur valeur morale (l'évacuation de la Rhénanie notamment), — les hommes qui nous offraient les plus sérieuses garanties de bonne volonté et de bonne foi, les Wirth, les Rathenau, les Marx, les Hermann Muller, les Brüning. Nous avons donc contribué à miner leur autorité et fait le jeu de leurs ennemis, qui sont aussi les nôtres et ceux du catholicisme.

On croit rêver! La France n'aurait pas assez cédé depuis l'armistice!...

Il ne reste plus à cette France qu'à désarmer et à se livrer à une Allemagne au potentiel de guerre autrement puissant que le sien. Foerster dénonce avec raison ces bons pacifistes, et rien ne saurait prévaloir contre cette question toute simple : si l'Allemagne veut la paix, pourquoi arme-t-elle? Pourquoi s'acharne-t-elle à réclamer le désarmement de la France? Elle

doit savoir pourtant qu'il est absolument impossible que la France républicaine et démocratique emploie son armée pour des buts autres que défensifs! Si le Reich était vraiment pacifique, pourquoi ne laisse-t-il pas la France dépenser son argent à des armements qui ne peuvent nuire en rien aux intérêts de l'Allemagne!...

\* \* \*

Et nous assisterons bientôt à ce spectacle invraisemblable d'élections françaises prenant l'apparence d'une bataille acharnée pour ou contre la paix! Tous ceux qui craignent d'exposer le pays à une nouvelle attaque brusquée se verront dénoncés comme militaristes, ennemis de la paix. Attendons-nous aussi à voir certains catholiques français s'imaginer que la sauvegarde des intérêts religieux demande que l'on béle avec les pacifistes les plus déraisonnables et les plus illuminés. Une fois de plus, la démocratie politique créera le gâchis. Le peuple de France veut passionnément la paix. « La paix est à gauche » lui criera-t-on sur tous les tons. Il votera à gauche croyant s'assurer cette paix si ardemment désirée. Et les élus de gauche réclameront le désarmement de la France... Une fois de plus aussi, il faudra, pour éviter le désastre d'une France s'offrant à l'invasion, que certains hommes chargés des responsabilités du pouvoir renient la démocratie qu'ils incarnent pour corriger par leurs actes personnels les tares mortelles du régime. Espérons-le, du moins...

\* \* \*

Dans le rapprochement franco-allemand, il ne s'agit plus du tout de haine ou de loi chrétienne du pardon. Tendre la main aux Allemands : pourquoi pas? Mais aucun précepte de la morale catholique ne demande de se laisser duper. Le Reich joue son jeu, et qui n'est pas un jeu évangélique! Oui ou non, ce jeu est-il dangereux pour la paix européenne et fut-il encouragé par ceux-là mêmes qui eussent dû s'y opposer?

Ce qu'il y a tout de même d'énervant chez ces bons apôtres d'un pacifisme assez candide, c'est qu'ils semblent croire, en toute naïveté, que l'Allemagne n'attend que le triomphe de ce pacifisme pour devenir le plus doux et le plus tendre des agneaux. Or, comme le rappelle très opportunément M. Fernand Neuray dans la *Nation belge* :

« La Prusse est le péché de l'Europe » disait Donoso Cortés. La prussification de l'Allemagne a été le grand péché, l'insigne folie, au XIX<sup>e</sup> siècle, de l'Europe et de Napoléon III. L'Europe pouvait la défaire en 1919. La France le pouvait encore en 1923. En 1919 on aimait mieux s'acharner contre l'Autriche, nation catholique, la dépecer et l'anéantir, que de toucher à une seule pierre de l'Allemagne bismarckienne (...). Et quand la Fortune ramena l'occasion à la portée des vainqueurs sous la forme du séparatisme souhaité, en 1923, par les trois-quarts des Rhénans, l'élite en tête, on vit la *Libre Belgique* se ranger, avec le parti aktiviste et le parti socialiste, du côté des Prussiens. La faillite des réparations et l'évanouissement de la sécurité datent de ce jour-là.

\* \* \*

Il est donc décrété que « l'Espagne est une république démocratique de travailleurs de tous ordres qui s'organise sous un régime de liberté et de justice ». La Liberté et la Justice! Alors il se trouve encore de pauvres naïfs pour avaler ces vieux bobards?

Continuant à discuter publiquement avec son ami M. Buré, directeur de l'*Ordre*, d'une restauration monarchique en France, M. Charles Benoist, membre de l'Institut, lui écrit :

On ne fera plus trancher les questions les plus difficiles par une cohue de plusieurs centaines de particuliers qui n'en connaissent pas le b a-ba. On ne demandera pas les directions de la politique générale, intérieure et même extérieure, à de vulgaires politiciens qu'intéressent seulement leurs petites affaires, locales ou personnelles. La Monarchie, gouvernement de raison, se gardera de gouverner par l'absurde. Elle ne demandera aux Chambres que ce qu'elles peuvent donner, et leur interdira strictement de donner ce qu'on ne leur demande pas. Elle les mettra hors d'état d'usurper.

Et, quant au corps électoral, s'il ne peut s'agir, après quatre-vingt-trois ans, d'enlever son droit de suffrage à personne, il s'agit de mesurer plus exactement et de rapporter l'une à l'autre la capacité de l'électeur et l'étendue du droit ou la portée du suffrage. Ce n'est pas sur le nombre, c'est sur la soi-

disant souveraineté qu'il y a une reprise à opérer. L'électeur ne peut pas être souverain, pour toutes sortes de raisons. Et d'abord parce qu'il n'est pas « informé ». Par cela même que le citoyen existe dans l'Etat, qu'il y est enregistré d'office et qu'il n'est pas, en pratique, libre de se soustraire à ses charges, il est juste que tout citoyen y compte pour ce qu'il est, mais il n'est pas juste qu'il y puisse plus que ce dont il est capable. D'où cette conclusion : En bon sens et en vérité, le suffrage universel ne saurait être qu'un procédé inventé pour renseigner le gouvernement sur les besoins et les désirs que chacun ne connaît qu'au plus près de lui-même et non pas pour déclarer une hypothétique volonté générale qui serait la plus grande somme de volontés particulières. Et cette mise au point : Une élection n'est ainsi qu'une sorte de dénombrement, de recensement; c'est une opération de statistique, ce n'est point une décision souveraine.

« Mon Parlement » serait donc élu au suffrage universel, peut-être même par l'adjonction des femmes, plus réellement universel qu'il ne l'est aujourd'hui. Mais, premièrement, les attributions de l'un seraient réduites, et le domaine de l'autre serait nettement circonscrit. Au parlementarisme illimité se substituerait un parlementarisme limité à la fois dans son omnipotence par une cour suprême, gardienne des droits et des libertés, dans son incompétence par un Conseil d'Etat participant à l'élaboration des lois. Ce sont des propositions que j'ai soutenues longtemps avant mon adhésion à la Monarchie et que je n'ai pu faire aboutir dans la République. Au parlementarisme absolu succéderait un parlementarisme constitutionnel. Ou plutôt il n'y aurait plus de « parlementarisme ». Il n'y aurait plus de partis, mais seulement des informations, des indications; par conséquent, plus de gouvernement de parti; par conséquent, pour parler avec correction, il n'y aurait même plus de « régime parlementaire », mais un régime simplement « représentatif », à représentation d'ailleurs « organisée » et non plus chaotique comme elle l'est maintenant.

Si l'Europe dite démocratique ne se résout pas à « réagir » dans le sens indiqué par M. Charles Benoist, et si la folie du « tout le monde sensé décider également de tout » — c'est-à-dire, en réalité, le règne des factions et des cliques, la corruption et la ploutocratie — doit sévir longtemps encore, la barbarie envahira l'Occident...

\* \* \*

Dans un nouvel et long article publié en tête de la *Libre Belgique* de dimanche dernier, M. Edgard Janssens démontre qu'on peut être excellent professeur de psychologie et bien mauvais psychologue. Très certainement il n'a pris la plume, coup sur coup, « à propos de l'allocation pontificale aux étudiants flamands », que parce qu'il s'imaginait que son intervention serait bienfaisante. C'était se tromper du tout au tout sur l'état des esprits en Flandre. Qu'il veuille bien se renseigner auprès de gens peu suspects de nationalisme ou d'antibelgicisme, mais connaissant le milieu dans lequel ils vivent, sur l'effet de ses articles dans la *Libre Belgique*! On n'est pas plus maladroit avec les intentions les plus pures...

Du nouvel article du professeur à l'Université de Liège, nous ne détacherons que ces lignes qui en sont, d'ailleurs, le passage essentiel :

Aux griefs réels — qui appartiennent surtout au passé — est venue se superposer, pour les rendre plus sensibles et plus cuisants et aussi pour les exploiter, une campagne d'excitations certainement excessives et injustes. On s'est plu à verser du vinaigre sur les plaies; on les a savamment entretenues même lorsque les causes en étaient disparues ou atténuées; on les a élargies, avivées hors de toute proportion avec le heurt ou le traumatisme qui les avait produites. Nous ne reprochons nullement aux chefs du mouvement flamand de s'attacher à redresser les torts, à réparer les injustices; nous ne préconisons, d'aucune manière, vis-à-vis des uns et des autres, une attitude passive ou une résignation béate.[...] Le mal que nous dénonçons, ce que nous reprochons sans ambage au mouvement flamand pris dans son ensemble, ce qui lui aliène bien des sympathies dans le restant du pays, ce sont — nous le répétons — les sentiments de haine que l'on peut observer dans une partie des chefs, dans une bonne partie de la jeunesse et malheureusement aussi, sous leur influence, en certaines parties du pays flamand, envers tout ce qui se rattache à la langue, à la littérature et à la civilisation française; la défiance et l'hostilité envers ceux qui constituent pourtant leurs prochains immédiats : les Flamands dits d'expression française et qui, en fait, se servent fréquemment des deux langues, les habitants de la capitale et les Wallons; l'ingratitude et l'hostilité envers l'Etat belge avec la structure constitutionnelle qu'il a gardé durant ces cent dernières années et qui a valu à la Flandre une prospérité matérielle, intellectuelle et artistique, inconnue dans les siècles passés. [...]

Or ces sentiments injustes, inconciliables avec les vertus de justice générale et de piété patriotique, ont été systématiquement cultivés et développés par certains. Et nous souhaiterions que les partisans du mouvement flamand en général, sachent une bonne fois et sans équivoque rompre toute solidarité pour le présent et pour l'avenir, avec les activistes, frontistes nationalistes de tout acabit, contre qui nos accusations ne sont que trop justifiées. Qu'ils reconnaissent avec nous, avec de nombreux Belges et de nombreux Flamands, que ces sentiments haineux et anti-chrétiens sont disproportionnés aux causes qui, à l'origine, leur ont donné naissance; qu'ils résultent, avec le degré d'aigreur hargneuse et d'irritation passionnée

que nous leur voyons aujourd'hui, d'une agitation excessive et criminelle. S'ils font cet aveu, s'ils rompent toute attache avec l'extrémisme flamand, la paix sera bientôt faite entre nous; elle sera bien près de régner dans le pays.

« Aux griefs réels — qui appartiennent surtout au passé... » Oui, beaucoup de griefs appartiennent heureusement au passé, mais malgré l'opposition acharnée des anti-flamandais... Le grief principal, la source de tout le mal, subsiste toutefois : les progrès du flamand subis mais regrettés! Et voilà comment la disparition de certains griefs, loin de pacifier n'a fait qu'exaspérer. C'est tellement psychologique, Monsieur le Professeur...

\* \* \*

« Le mal que nous dénonçons, ce que nous reprochons sans ambage au mouvement flamand pris dans son ensemble, ce qui lui aliène bien des sympathies dans le restant du pays, ce sont les sentiments de haine... »

Très réel, trop réel, hélas! ce mal dénoncé par M. Janssens. Mais ce mal n'est que le résultat d'un autre mal : l'opposition qu'a toujours rencontrée le mouvement flamand en ce qu'il avait de légitime, de bon et de salutaire, chez... presque tout ce qui détenant une parcelle de puissance quelconque en Belgique; le mépris et souvent la haine envers tout ce qui se rattache à la langue, à la littérature et à la civilisation... flamandes; la défiance et l'hostilité de tant de bons Belges envers ceux qui constituent pourtant leurs prochains immédiats : les Flamands soucieux de faire revivre leur Flandre...

Ah! Monsieur le Professeur de psychologie et de morale, quel beau rôle vous eussiez pu, vous pourriez encore jouer! Dites donc aux Belges d'expression française que leur injustifiable opposition à une Flandre flamande est la grande cause de l'aigreur et de la haine qui soufflent en pays flamand, dites-leur qu'une longue incompréhension de l'âme de leurs compatriotes flamands, des erreurs déplorables et des fautes inexcusables, ont jeté la jeunesse flamande vers un mortel extrémisme, dites-leur surtout que le meilleur moyen de couper à cet extrémisme l'herbe sous les pieds, c'est d'accueillir la flamandisation de la Flandre à bras ouverts...

Que si les irréductibles opposants d'hier et de toujours, ou ceux qui jamais n'ont encouragé en rien le légitime mouvement flamand, se bornent, Monsieur le Professeur, à élever la voix pour émettre des justes critiques fondées, c'est entendu, ou pour dénoncer des exagérations manifestes, leurs écrits et leurs discours, comme vos deux derniers articles, par la juste indignation qu'ils provoqueront, renforceront en pays flamand l'emprise du mal qu'ils espèrent atténuer. La psychologie des passions est là qui devrait faire éviter des méprises élémentaires...

\* \* \*

Sans doute, M. Janssens aura-t-il reçu pour son second article, comme il nous dit avoir reçu pour son premier, « l'adhésion complète de nombre de correspondants ». Ces adhésions ne prouvent qu'une seule chose : c'est que beaucoup de lecteurs de la *Libre Belgique* ne connaissent de la question flamande que ce que leur journal leur en révèle! Rien d'étonnant donc, si, écrivant dans le « sens » des lecteurs du journal qui publie ses articles, M. Janssens est généralement approuvé par ceux qui le lisent. Mais la question reste entière : La *Libre Belgique* ne s'est-elle pas trompée singulièrement en matière flamande? N'est-elle pas pour beaucoup dans un état de choses que M. Janssens dénonce, et qu'il aggrave en le dénonçant lui, et là!...

\* \* \*

Le comte Louis de Lichtervelde souligne plus loin, et à très juste titre, l'importance internationale de l'Unité belge et la nocivité particulière du nationalisme flamand en matière de

paix européenne. Mais cette unité belge n'est pas menacée seulement par ce nationalisme. Que la presse d'expression française, en s'en prenant à bon droit à l'extrémisme, ne manque pas de faire connaître et d'exalter tout ce qu'il y a de favorable à l'avenir de la Belgique dans le mouvement flamand, sans quoi nous verrons se développer en Wallonie une menace de désagrégation plus grave encore, peut-être, que l'emprise du nationalisme en Flandre. Si les Wallons continuent à ne voir la renaissance flamande qu'à travers les exagérations et les excès, montés en épingle par des journaux qui s'abstiennent de montrer qu'à côté de ces choses regrettables il y a un renouveau autrement important, l'opinion s'ancrera en Wallonie que la Belgique est menacée d'un impérialisme flamand et que la vie commune va devenir impossible...

\* \* \*

Le *Peuple* prétend que sir Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre — chef de ces banquiers qui détiennent en fait le gouvernement du pays — aurait écrit à M. Moret, gouverneur de la Banque de France, les lignes que voici :

*A moins que des mesures radicales ne soient prises pour le sauver, le régime capitaliste sera détruit endéans un an dans le monde civilisé tout entier. Je voudrais que cette prédiction soit conservée et classée pour qu'elle puisse être vérifiée dans l'avenir.*

Il y a un régime capitaliste et un régime socialiste. Nous croyons que sir Montagu Norman a parfaitement raison dans sa prédiction, mais qu'entend-il par *mesures radicales*? Le capitalisme anglais a été acculé à un étatisme mortel. Il a dû faire du socialisme pratique sans doctrine socialiste. Il a tué la petite propriété et tué l'agriculture. L'avocat de Liège qui nous a écrit qu'il faut rendre grâce à l'Angleterre d'avoir voulu rester honnête en essayant de maintenir la Livre sterling pour ne pas faire tomber sur le dos des épargnants, des honnêtes gens, les fautes commises et les gaspillages sociaux, nous paraît prêter à la Banque anglaise des préoccupations qui lui sont certainement étrangères. Elle a essayé de sauver la Livre pour maintenir la position financière unique qu'elle occupe dans le monde. Elle a échoué, parce que le capitalisme anglais « n'en peut plus ».

Oui, des réformes radicales s'imposent, nous ne dirons pas pour sauver ce qu'il y a de sain dans le régime capitaliste — car ce mot *capitaliste* est devenu trop équivoque et inclut trop souvent des abus qui ne lui sont, certes, pas essentiels — mais pour épargner à l'Angleterre et tout l'Occident les pires expériences.

Comme ne cessent de le répéter Belloc et Chesterton, si l'Angleterre ne retourne pas à la terre, si la petite propriété n'y est pas remise en honneur, si la dictature de la finance continue à s'exercer sur tout, le salut est impossible.

Les abus du régime capitaliste qui crèvent les yeux : ce primat du financier sur l'économique et de l'économique sur le politique ; la chose publique dominée par l'intérêt financier et dirigée en fait par des puissances anonymes qui concentrent l'or et qui esquivent toute responsabilité, bref ces abus, si vigoureusement dénoncés par Pie XI dans sa récente encyclique, abus qui menacent d'anarchie et de chaos le monde civilisé, ces abus semblent tellement entés sur le régime, que l'on se demande s'il sont curables sans entraîner le régime lui-même dans leur disparition. Et le grand malheur c'est que pour prendre une succession qui s'ouvrira peut-être bientôt, il y a la menace du socialisme, remède pire que le mal dont le « Provincial » du *Temps* disait ces jours-ci :

« Le socialisme est une espèce de syncrétisme, ayant emprunté à chaque système, à chaque école ses pires erreurs. Elles se fondent toutes en ce défi à la réalité : l'homme peut tout ce qu'il veut.

Il n'y a pour lui rien d'impossible. L'ordre de la nature et sa propre nature ne sauraient opposer aucune limite aux conceptions de son esprit et à l'exécution de ses volontés. Mais il corrige cet optimisme en ce qu'il a de trop général en y ajoutant une autre colossale erreur, et c'est que rien de bon ne peut être voulu et réalisé que par une seule classe sociale, la classe ouvrière. Les bourgeois n'ont aucune vertu, au contraire. Le dogme de la bonté humaine est vrai, mais il ne l'est que s'appliquant aux prolétaires. C'est donc aux ouvriers seulement, auxquels il faudra bien joindre les paysans parce qu'on ne peut pas tout de même négliger leur masse, mais dont on fera, comme en Russie, les serviteurs soumis des ouvriers, c'est avec cette élite de l'humanité qu'on fera régner sur la terre l'abondance et le bonheur, en même temps que la justice et la fraternité. Pour commencer, de gros salaires et de larges traitements aux enfants du peuple, correspondant à peu de travail et beaucoup de loisir : on vivra avec l'argent des capitalistes et, s'il devient trop rare dans le pays, avec celui des capitalistes étrangers. Ensuite, quand heureusement le régime aura amené la chute de la bourgeoisie réduite à la misère, les dictateurs prolétaires, élite de l'élite, distribueront encore les richesses à chacun selon ses besoins. L'Etat réglera tout, organisera la production et déterminera la consommation. Ce sera d'ailleurs un Etat planétaire, toutes les frontières et toutes les distinctions entre les peuples ayant été supprimées, c'est l'Internationale ouvrière qui sera le genre humain. Naturellement alors, les ouvriers étant bons, lorsqu'ils seront les maîtres de tout, la paix s'étendra sur le monde entier. Ce rêve enchanteur d'une ère nouvelle de bonheur et de paix répond trop bien aux désirs éternels de l'homme pour que les foules n'en saluent pas la promesse avec enthousiasme. De là les progrès du socialisme et ses victoires électorales.

Pendant, à proportion qu'il progresse, les difficultés se multiplient, les souffrances augmentent, les ruines s'accumulent, l'âge d'or s'éloigne. C'est que le réel résiste à l'utopique. Le réel, c'est qu'il faut des recettes pour subvenir aux dépenses, que le travail seul est producteur de richesse, qu'à interdire le profit, l'épargne individuelle, la propriété personnelle, on décourage l'effort, on abat l'énergie, on tue l'initiative féconde, que le capital détruit, c'est le chômage qui s'étend, et que du reste on ne rend pas les hommes bien heureux en les faisant esclaves de quelques dictateurs. Le réel, c'est que l'ouvrier, tout comme le bourgeois, est une sorte de combinaison psychique d'aspirations généreuses et convoitises féroces, qu'il est, à l'occasion, injuste, égoïste, violent, pillard même et meurtrier, ainsi que tout homme quelconque, et que les dictateurs sortis du prolétariat, étant du même sang et de la même âme, ne sont, ne peuvent être équitables et droits dispensateurs à tous de leur part de bonheur, que par fiction, en étiquette. Le réel, qui se dresse de plus en plus inexpugnable face aux assauts de l'impossible, c'est qu'il y a une nature des choses que l'homme ne peut pas violer, et une nature humaine qui subsiste, même quand il la nie. On n'a pas la richesse simplement parce qu'on la désire ni la paix pour la déclarer, ni la justice pour l'insérer dans des textes. On ne fait pas l'homme bon en proclamant sa vertu. Et sans doute bien des possibilités heureuses s'offrent aux hommes et aux peuples, comme des chemins qui s'ouvrent devant leurs pas mais ils ne peuvent les saisir que par les moyens qui sont à leur disposition et par les organes dont ils sont pourvus. L'homme ne peut pas tout ce qu'il veut, il ne peut pas refaire l'univers selon le système qu'il imagine. Il lui reste à ne vouloir que ce qu'il peut.

Voilà une critique qui rejoint singulièrement celle que la doctrine catholique oppose au socialisme...

# Moscou !

« Mes impressions de voyage? Mais tout ce qu'on peut dire de l'U. R. S. S. est vrai. » « Tout, et surtout le contraire. » C'est par cette boutade que Luc Durtain se dérobait aux curieux qui, à son retour de Russie, lui demandaient son opinion en deux mots sur l'immense pays.

Il est impossible de dire en deux mots ce que nous vîmes là-bas. Mais brièvement, examinons, voulez-vous, non pas la moralité du régime ni sa justification, ni même sa nature, mais ses chances de succès et de durée et surtout le péril qu'il constitue.

Aux flancs de l'Europe, un immense empire de 160 millions d'âmes, maintenu dans un état d'asservissement remarquable par une dictature adéquate, subit en ce moment une expérience d'un intérêt majeur.

\* \* \*

Essayons de voir les faits non en partisans, mais en observateurs impartiaux. L'intérêt d'un voyage en Russie est sans doute puissant parce que l'expérience, ne vous en déplaise c'est une expérience, du communisme doit nous instruire tous, doit avoir sur le développement de notre évolution, une influence prépondérante.

Qui nierait que depuis quelques décades, le capitalisme, avec des fortunes diverses selon les latitudes, subit sa crise? Sa courbe mouvementée, dont on ne sait si les chutes profondes seront toujours inmanquablement suivies d'ascensions vertigineuses, est-elle vraiment un tracé idéal d'évolution vers le progrès?

Un grand effort de coordination des activités individuelles, toujours dans l'intérêt de la communauté, se fait jour. Les interventions de plus en plus fréquentes de l'État dans les affaires privées, les organisations de bienfaisance, d'assurances, de fonds de crise, de compensation, les œuvres sociales consolident le principe de cette communauté et de sa primauté sur l'individu. L'initiative individuelle même se conforme aux nouvelles exigences du travail en commun, que les trusts, les cartels, les sociétés anonymes réalisent. L'initiative n'est pas compromise; elle s'accommode, au contraire, de ces formations nouvelles, de ces communautés industrielles et commerciales de plus en plus puissantes et dont les combinaisons infinies permettraient à Rathenau d'affirmer : « Nous sommes trois cents qui gouvernons le monde ». Et les impôts, ces prélèvements opérés sur un rythme accéléré sur les biens de l'individu, ne sont-ils pas encore au profit d'une communauté? Et les États? Et les utopies en faveur? Et Locarno, et l'Union européenne, et cette fièvre de conventions internationales, de rationalisation des travaux, de contingentement? N'insistons pas.

Tout cela indique l'orientation d'un mouvement. La Russie a-t-elle pris ou non, la direction de ce grand mouvement qui pousse l'humanité vers des formules nouvelles de civilisation?

*N'a-t-on pas, à l'ouest, aussi la sensation que pour tout le monde et pas seulement pour la Russie, une époque vient de se terminer époque bourgeoise et libérale de l'humanisme, qui, née avec la Renaissance et parvenue à son zénith avec la Révolution française, nous fait assister maintenant à ses dernières convulsions.* (Thomas Mann.)

C'est aussi la question que se pose magistralement Trotzki :

*Cependant, la question n'est nullement de savoir si la Russie est capable, par ses propres moyens, d'édifier le socialisme. Pour le marxisme en général, cette question n'existe pas. Tout ce qui a été dit à ce sujet par l'école stalinienne relève, au point de vue théorique, du domaine de l'alchimie et de l'astrologie. Le stalinisme, en tant que doctrine, est bon tout au plus à figurer dans un musée*

*théorique d'histoire naturelle. L'essentiel est de savoir si le capitalisme est capable de sortir l'Europe de l'impasse historique. Si les Indes sont capables de s'affranchir de l'esclavage et de la misère sans déborder des cadres d'un progrès capitaliste pacifique. Si la Chine est capable d'atteindre le niveau de culture de l'Amérique et de l'Europe sans révolution et sans guerres. Si les États-Unis sont capables de venir à bout de leurs propres forces productrices sans ébranler l'Europe et sans préparer une effroyable catastrophe guerrière à l'humanité tout entière. Voilà comment se pose la question du sort ultérieur de la Révolution d'Octobre. Si l'on admet que le capitalisme continue à être une force historique progressive, qu'il est capable de résoudre, par ses méthodes et ses moyens, les problèmes essentiels qui sont à l'ordre du jour de l'Histoire et de faire monter l'humanité de quelques échelons encore, dès lors il ne saurait plus être question de transformer la République soviétique en pays socialiste. Dès lors, la structure socialiste de la Révolution d'Octobre serait vouée fatalement à être détruite pour ne laisser en héritage que les conquêtes agraires démocratiques. Ce mouvement de descente de la révolution prolétarienne à la révolution bourgeoise serait-il exécuté par la fraction Staline, ou par une fraction de cette fraction, ou bien une — voire plus d'une — relève politique générale serait-elle nécessaire? Ce sont là des questions secondaires. J'ai déjà écrit maintes fois que la forme politique de ce mouvement de descente serait, selon toutes probabilités, le bonapartisme et nullement la démocratie. Or l'essentiel est de savoir si, en tant que système mondial, le capitalisme est encore progressif.*

Voilà le sentiment dans lequel il faut aborder le problème russe. S'il est absolument démontré que notre système capitaliste et libéral ne peut pas empêcher la discorde, la concurrence et la guerre, une question fort judicieuse malgré toutes les indignations est celle de savoir si une expérience radicale ne vaut pas mieux que vingt essais infructueux. C'est dans cet état d'esprit qu'un voyage en Russie est profitable.

\* \* \*

Quelles sont les forces en présence? Ne discutons pas, pesons.

Personne ne peut ignorer de quelle espèce est la dictature qui sévit en Russie : de la pire. Le système d'élection à six degrés que Lénine instaura, le vote à mains levées dans les assemblées publiques de ces différents degrés, les moyens de coercition directe et indirecte que détient et dont use le pouvoir central; la co-existence d'un parti politique organisé, à l'ordre public tel que l'établit la Constitution et les pouvoirs extraordinaires de surveillance et même de justice qu'il exerce : tout cela sert les vues, non pas du peuple qui n'a pas grand-chose à y voir, mais du maître de l'heure. Tout cela rend l'échafaudage politique officiel, une brimade de la volonté populaire, une démonstration de publicité.

Trotzki présente sa défense à la Commission Centrale de Contôle. Il y dénonce les coutumes introduites au sein même du parti communiste. On se rend compte, à l'entendre, de la manière dont ce parti fonctionne :

*Dans toutes les cellules, des orateurs spécialement dressés posent la question de l'Opposition de telle façon qu'un ouvrier se lève, le plus souvent sur commande, et déclare : « Pourquoi traînez-vous tant avec eux, n'est-il pas grand temps de les fusiller? » D'un air modeste et hypocrite, l'orateur d' « objecter » : « Camarades, il ne faut pas aller trop vite ». Cela fait maintenant partie de la vie ordinaire du Parti. La question est toujours posée à l'insu des oppositionnels, elle est accompagnée d'insinuations, d'allusions malpropres, de déformations grossières, malhonnêtes, essentiellement stali-*

niennes, de la plate-forme de l'Opposition et de la biographie révolutionnaire des oppositionnels, qu'on représente comme des ennemis de la Révolution, comme des ennemis du Parti, tout cela pour provoquer chez les auditeurs trompés, chez les jeunes membres, entièrement neufs, dont vous remplissez artificiellement les rangs du Parti, une réaction furieuse, et pour pouvoir dire ensuite : « Voyez, nous serions prêts à patienter, mais les masses l'exigent ».

Et voici, toujours d'après Trotzki, les procédés dont le pouvoir central use, pour obtenir les approbations qui ne lui sont d'ailleurs pas nécessaires :

*Et vous, vous n'exigez qu'une foi, qui n'est pas autre chose qu'une couleur protectrice : elle consiste à voter selon l'avis de la direction, à identifier la patrie socialiste à un simple Comité du Parti, à régler sa conduite sur celle du secrétariat. Si vous travaillez dans l'industrie, dans l'administration, pour être tranquille, vous prenez une assurance auprès du Comité du Parti de votre province. Par quoi se vérifie votre foi intégrale? Par le vote à 100 %. Celui qui ne veut pas prendre part à ce vote de contrainte, cherche à déguerpir. Mais le secrétaire de cellule le retient : « Tu dois voter et voter comme on te le dit ». Ceux qui se refusent à voter sont immédiatement repérés. Et vous croyez pouvoir cacher tout cela au prolétariat? Allons donc!*

Dans tous les actes du pouvoir, on devine toujours le souci de sauver les apparences démocratiques. Et quand la réalité perce, la doctrine opportune de la dictature du prolétariat pare à la déficience de cette comédie hypocrite. Il s'agit bien de la dictature du prolétariat! Impudemment, les Soviets au pouvoir parlent du bloc ouvrier et paysan. Ils rassemblent sur des panonceaux chargés de leurs armes, où, manifestement, ils transgressent les règles de l'art héraldique, un champ de blé et une usine, un épi et un engrenage, un marteau et une faucille, le tout dominé d'un soleil et d'une étoile, le tout broché d'une hélice et d'un fusil, le tout surplombé d'une mappe-monde, le tout pavoisé de drapeaux rouges et de banderoles, le tout flanqué de Lénine et de Marx, le tout vraiment couronné de Staline.

Staline est le dictateur. Ceux qui firent la Révolution et dont, pourtant, on ne peut pas biffer les noms de son histoire, où sont-ils? Trotzki, Zinoviev, Rakowski, Tchitchérine, Boukharine, Lounatcharsky, Kameneff, quel morne appel...

Nous trouvâmes donc en Russie, sous le simulacre d'un gouvernement populaire, une dictature exaspérée. Le communisme de guerre sera-t-il un argument dont la valeur ne s'épuisera jamais? Les circonstances justifieront-elles toujours, le recours à des moyens de pression, de domination insensée. Ou plutôt ce régime suppose-t-il la dictature comme le capitalisme suppose la direction?

\* \* \*

Ne discutons pas, pesons.

Monopoles d'Etat; monopole du divertissement populaire, du théâtre, du club, du cinéma, de la presse, de la librairie, de l'enseignement, de l'éducation et surtout de l'embauchage et de l'emploi de la main-d'œuvre. Monopole de la richesse, du capital, de l'industrie, du commerce intérieur (pratiquement) et extérieur (absolument). Monopole des moyens de transport et de production. Monopole du pain.

Lisez Boukharine; vous y verrez la critique véhémente, passionnée de ce monopole imaginaire sur les moyens de production, tous aux mains d'une classe, qui empêchait le travailleur de travailler sinon dans l'asservissement. A l'heure présente, Boukharine est en Sibérie. Il travaille pour l'Etat soviétique. Il n'est pas dépossédé du fruit de son travail puisque l'Etat soviétique, c'est le Peuple même dont il est. Il y a seulement erreur sur la personne.

Dans nos contrées, même le régime dictatorial le plus absolu n'abolit pas une liberté élémentaire. Mais on s'imagine difficilement l'état de servitude dans lequel peut vous mettre l'impossibilité d'économiser. La propriété immobilière est pratiquement interdite en Russie. De l'argent ou plutôt des roubles y circulent. Mais comment économiser? En banque? Celle de l'Etat : on est vite suspect. De même aux caisses d'épargne. La thésaurisation du rouble ne serait vraiment pas efficace. Il n'a presque pas de valeur intrinsèque : l'inflation sévit en Russie : on ignore seulement dans quelle proportion. Quant aux devises étrangères, leur circulation est interdite.

Sans économie, le citoyen russe, ouvrier ou paysan, est obligé

pour se nourrir, de se soumettre aux exigences du parti. De quoi vivrait-il, quand toutes les entreprises sont aux mains de l'Etat?

\* \* \*

Y a-t-il de l'esclavage en Russie? Pas un communiste ne put répondre à nos interrogations précises sur ce point. Comment en régime de salaires uniformes, ne se produit-il pas des exodes de main-d'œuvre ou des pléthores selon les industries faciles ou pénibles? Comment l'Etat qui élabore un plan d'économie nationale compliqué où chaque détail conditionne l'ensemble, peut-il, sans attenter à la liberté, distribuer la main-d'œuvre, en vue de sa réalisation? Nous vîmes à Moscou une propagande intense flétrir les parasites du régime et en particulier les prolétaires, qui, à la recherche d'une meilleure situation, ne se gênaient pas d'en changer souvent. Bientôt des décrets interdirent ces pratiques, en raison de l'urgence de l'exécution du plan quinquennal. Mais en cette matière, les solutions de force ne sont pas suffisantes. On inaugura le régime des primes à la production. On tenta d'échauffer le zèle de la foule par des moyens de propagande et de publicité de grande envergure. Le plan quinquennal en est. On installa dans chaque grand centre de production des « brigades de choc » spécialement préposées à la surveillance du travail et dont le mot d'ordre est : l'augmentation du rendement par une série de mesures de coercition, de pression morale et autres. Mais ce ne fut pas suffisant.

C'est pourquoi, en fin de compte, parurent les récentes instructions de Staline établissant la rémunération proportionnelle à la qualification et à l'intelligence du travail fourni.

\* \* \*

Voilà comment la liberté reconquit ses droits.

Il n'en reste pas moins que, pour la grande masse, elle est encore abolie. On ne s'imagine d'ailleurs pas qu'il puisse en être autrement en régime communiste intégral.

C'est pourquoi nous louâmes avec beaucoup de réserve les services « d'orientation professionnelle » récemment inaugurés par les Soviets, dont on nous expliqua le fonctionnement. Nous savons en effet comment les Soviets ont dépassé Potemkine dans l'art de travestir la réalité. Une simple dénomination, si scientifique parut-elle, ne suffit pas à justifier des pratiques suspectes.

On sait comment le favori Potemkine, quand il traversait la Russie avec la grande Catherine, pour s'assurer sa confiance, faisait défiler à l'horizon les mêmes troupeaux de bétail gras, qui cheminaient de nuit pour dépasser le cortège impérial et repaître le lendemain. Béraud a prétendu que dans certaines usines soviétiques, la direction faisait évacuer les salles du premier étage pendant la visite du second pour remplir les locaux du troisième.

Sans y croire, ne soyons pas dupe de démonstrations de propagande. D'ailleurs la propagande se coupe.

Ainsi nous visitâmes une prison soviétique. On fut très gêné d'abord de répondre à nos questions pressantes et de nous dénombrer le contenu de l'établissement. Vingt p. c. des détenus étaient des voleurs à main armée ou de grand chemin, 20 p. c. des escrocs ou convaincus de détournement de fonds publics et le reste des « koulaks ».

Sur notre question, il nous fut répondu que, grâce à la nouvelle législation en la matière, il ne se commettait plus ni outrages aux mœurs, ni crimes passionnels. Il nous a semblé qu'en fait la débauche n'était plus fort répréhensible et que si la jalousie provoquait toujours des drames selon toute vraisemblance, malgré la législation, l'organisation de la justice soviétique ne lui permettait pas encore de s'en soucier beaucoup.

Mais rien n'était plus merveilleux que ce régime pénitentiaire. D'abord la dénomination même de prison disparaît. Il s'agit d'un « Institut de privation de liberté ». On y accorde des congés payés et des vacances. Les prisonniers reviennent; d'où ébahissement comique de notre foule de sympathisants. Que ce régime est humain, favorable à la réhabilitation! Je n'en retiens qu'une chose : la propagande, ce jour-là, nous a fait comprendre que le régime pénitentiaire est pareil, en Russie, au-dedans et au-dehors de ces maisons modèles de « Privation de Liberté ».

\* \* \*

Sans communication, comment voulez-vous que le peuple réagisse? Dispersés sur d'immenses territoires presque déserts, comment voulez-vous que les paysans s'arment et se concertent? De temps en temps, la nouvelle nous parvient d'une émeute de village — dernièrement de soixante villages de la frontière polonaise — vite étouffée dans le sang.

Rien ne fait prévoir, selon les informateurs même impartiaux, la moindre réaction. D'ailleurs, elle n'est pas dans le caractère du peuple russe. Inutile ici d'en analyser la consistance ou plutôt l'inconsistance. Lisez Dostoïewsky. N'oublions pas que la Russie n'est pas l'Europe mais l'« Autre Europe »; celle dont les contacts asiatiques ont imprégné la race de potentialité, de nostalgie et de fatalisme. Toute son ardeur révolutionnaire s'est épuisée en une fois. Il y a des siècles que sa violence couvait. Elle s'est déivrée. Il faudra qu'elle se réforme, qu'elle s'accumule de nouveau.

La longue épreuve du régime tsariste avait prédisposé ce peuple à la souffrance muette. Encore une fois, ce régime qui nous semble insupportable trouva le terrain de sa domination fumé d'ordures. La misère du peuple russe fut de tout temps grande, vraiment digne d'une meilleure utilisation. Je dis utilisation, parce qu'elle fut utilisée, d'abord pour les besoins d'une propagande révolutionnaire ensuite pour les besoins de démonstration d'une expérience sociale. Tout cela avec impudence.

\* \* \*

*Nul ne peut comprendre la Russie par la raison.* (Tioutchew.)

Il y a des nations turbulentes, dont le caractère est violent et passionné; il y a des nations patientes que ne rebiffe aucune misère et qui continuent.

En traversant l'Allemagne par un beau dimanche de printemps, on se rend compte de la consistance physique du peuple, de sa nature, de ses aptitudes morales, et quel que soit le prestige que sa technique exerce actuellement sur le grand peuple slave, on se rend mieux compte en traversant la Russie ensuite, des antinomies fondamentales, des différences profondes, physiques et morales, qui laisseront pour compte au nouveau régime ses immenses efforts de germanisation, comme pas grand'chose ne reste de l'influence française du régime des Tsars.

La Russie a le mauvais sort d'être à la remorque de ses voisins d'Occident depuis des siècles. Dès qu'un maître s'y installe, elle subit avec patience des essais de rééducation qui doivent être pénibles à son caractère national. Et Dieu sait combien le peuple russe connut et subit d'autocrates!...

Barbusse dit qu'on retrouve dans tout phénomène russe ces deux caractères : longueur, largeur; j'ajoute : lenteur. Dimension, temps. L'énorme Russie est dans l'espace, qui est son caractère matériel, et dans le temps qui est son caractère moral, comme une masse passive, parce que son évolution imperceptible se joue des influences éphémères et poursuit son œuvre avec calme. Et ce caractère à la plus grande importance dans l'appréciation des événements actuels de cette évolution.

Tandis que nos petits peuples ramassés dans l'espace, dépendent à chaque instant de la potentialité et du choc de leurs efforts et se maintiennent dans leur prépondérance grâce seulement à cette force continue, cette potentialité électrique, l'immense Russie subit des régimes éphémères avec indifférence. On sent qu'elle est dans la durée et que personne au monde ne pourra lui imprimer des caractères ineffaçables. On régit sa forme extérieure; on ne régit pas l'âme russe qui est nébuleuse et indécise et dont le temps seulement est le maître.

Les Russes sont affables et volontiers bavards. Dans leurs yeux bleu-gris circule sans fin, un éclair, comme un feu follet d'intelligence rapide. Ils ne doivent leur discipline qu'à leur fatalité d'immense peuple toujours asservi, facilement asservi et patient. Mais est-il utile de préciser le caractère russe après les merveilleuses analyses de leurs propres âmes slaves de Pouchkine et de Dostoïewsky? Il faut avoir lu Dostoïewsky tout entier pour retrouver dès le premier contact et à leur simple aspect extérieur l'Idiot, les frères Karamazoff, le staretz Zozima, Lébédeff et les Possédés.

\* \* \*

Je classe donc cette misère parmi les atouts de Staline. Examinons vite les autres en rang serré, sans commentaires.

L'organisation du parti communiste : 1 à 2,000,000 de fanatiques. Nature mystique du mouvement et formes religieuses de l'exercice du pouvoir dans le parti. Conseils œcuméniques. Excommunications majestueuses, soumissions retentissantes. Icônes. Engels, Marx, Père Éternel. Déification de Lénine. Nouvel Évangile. Processions grandioses. Sermons sur la montagne. Clubs-patronages, orateurs spécialistes, nouveaux frères capucins.

FRANZ DE VOGHEL.

(A suivre.)

## Le romantisme<sup>(1)</sup>

V

### CARACTÈRES SPÉCIFIQUES DU ROMANTISME

#### Politique, mal du siècle.

Maintenant que nous connaissons les origines du romantisme au XVIII<sup>e</sup> siècle, que nous avons dégagé la ligne de son développement de 1802 à 1830, que nous avons dressé le bilan de son œuvre littéraire, il nous reste à chercher, parmi tant de caractères — souvent contradictoires — ceux qui lui sont essentiels, spécifiques.

\* \* \*

On sait que, pour M. Lanson, romantisme égale lyrisme qui égale individualisme. L'équation est à vérifier.

Le romantisme, serait-ce donc le lyrisme? Il est certain que toute l'œuvre des romantiques, un souffle de lyrisme la soulève; il est certain que la partie la plus belle, importante, originale, la plus romantique, si l'on veut, de cette œuvre, c'est la poésie lyrique. Mais le lyrisme n'est point dans l'histoire littéraire l'apanage exclusif du romantisme; Ronsard, Du Bellay, les poètes du XVI<sup>e</sup> siècle furent aussi des lyriques. Malherbe le fut, bien qu'on ait prétendu le contraire : il le fut à la manière classique, qui est impersonnelle et oratoire. Il y a donc différentes façons d'être lyrique. On s'en doutait. Admettons, si l'on veut, que la façon romantique soit la plus proche du lyrisme pur, — bien que Victor Hugo, dans une grande partie de son œuvre en vers, continue la tradition oratoire de Malherbe. Il n'en reste pas moins que le lyrisme, à lui seul, ne définit pas suffisamment le romantisme, puisqu'il ne le définit qu'en tant que ce lyrisme est romantique lui-même.

Serait-ce l'individualisme? Que le romantisme soit le règne de l'individualisme, admettons-le également. Mais il y a, ici encore, la manière. Par exemple celle de la Renaissance, qui est un individualisme aristocratique et optimiste, un individualisme italo-grec, du Midi, pour parler comme Germaine. Ou l'individualisme protestant, dans quoi il entre des éléments germaniques et stoïciens. Ou l'individualisme cornélien : stoïcisme chrétien, esprit chevaleresque, volonté de puissance. Même en définissant l'individualisme par l'expression du « moi », le culte du « moi », l'opposition du « moi » à la société, aux mœurs et aux lois du temps, — et en reconnaissant que le « moi », surtout lorsqu'il souffre en s'opposant, s'exprime par le lyrisme, — il faut bien en conclure ceci : il est un individualisme romantique, tout comme il est un lyrisme romantique, mais l'adjectif est plus important que le substantif.

Donc romantisme ne se définit point suffisamment, ni par le lyrisme, ni par l'individualisme. (Je m'excuse de tous ces mots

(1) Voir la *Revue Catholique* des 11, 18 et 25 septembre.

en *isme* qui sentent leur pédant, mais comment les éviter?) L'un et l'autre sont des effets du romantisme. Celui-ci est lyrique, il est individualiste, mais à sa manière, avons-nous dit, et selon son essence propre, qu'il s'agit maintenant de dégager mieux.

Nous avons, au début de cette étude, souligné dans le romantisme son opposition au classique. Nous nous sommes efforcé de montrer que cette opposition n'est pas seulement littéraire, qu'elle est psychologique. L'« homme romantique », pour nous exprimer comme les Allemands, diffère psychologiquement de l'« homme classique ».

Disons tout de suite qu'il en diffère en ceci : premièrement, il a le goût de la politique; secondement, il est atteint du « mal du siècle ».

\* \* \*

Que ressort-il, en effet, de nos précédentes analyses? Que la politique, le mal du siècle sont bien les deux éléments spécifiques du romantisme. D'origine extra-littéraire, ils n'en vont pas moins, par leur diffusion dans la littérature, différencier profondément le romantisme du classicisme. Mais ils vont aussi lui conférer ce caractère transitoire de modernité, cette dépendance à l'égard du temps et des événements, par quoi il a vieilli beaucoup plus vite que le classicisme.

Le romantique est l'enfant du siècle, mais de quel siècle? Celui qui est sorti de la Révolution et de l'Empire, que l'on verra essayer, user successivement tous les régimes politiques, et passer en cinquante six ans, de 1815 à 1871, de la monarchie traditionnelle à la monarchie bourgeoise, de celle-ci à la République, de la République au Second Empire, du Second Empire à la troisième République, sans connaître jamais la stabilité. Premier fait à constater.

Second fait : le romantique est un jeune sur qui pèsent tous les excès de ses pères, excès d'action, excès d'idées. On ne sort pas de bouleversements dans l'ordre des faits, comme la Révolution et l'Empire, on ne sort pas de bouleversements dans l'ordre des idées, comme le mouvement philosophique ou le retour à la nature au XVIII<sup>e</sup> siècle, sans éprouver, à la fois, de la fatigue et de la fièvre, sans être emporté par la vitesse acquise et sans être, en même temps, la victime des désillusions, — en un mot sans une rupture de l'équilibre humain, de l'équilibre entre l'intelligence, la volonté, la sensibilité.

Troisième fait : le romantique est un être religieux. Mais sa religion, qui n'est plus canalisée par les dogmes, la morale et la discipline de l'Eglise, ou du moins qui ne l'est plus suffisamment, se répand, comme le remarque M. Lanson, dans toute la vie, dans toute la littérature, sans pouvoir jamais se fixer. Elle prend la forme d'une aspiration toujours insatisfaite vers un infini où Dieu, la nature, l'amour se confondent dans un vague panthéisme. Le doute que le rationalisme des philosophes et le scepticisme voltairien ont transmis au romantique, se heurte en lui à la religiosité, au besoin de croire qui lui sont venus de Jean-Jacques et de François-René; le doute et le besoin de croire se combinent ainsi d'une manière anarchique et douloureuse.

Car le romantique, quatrième fait, est un être sensible qui éprouve le besoin d'action, mais que sa sensibilité même rend impropre à l'action. Et l'action le meurtrit. Le romantique, en effet, par la force de sa sensibilité même, est un être délicat vibrant, instable, tantôt enthousiaste, tantôt désespéré, que les sentiments, les sensations, les passions gouvernent, et qui n'obéit plus, ni à la raison, ni à la volonté, ni même au sens commun.

De ces quatre faits, de ces quatre constatations, il résulte que le romantisme est une inquiétude, une instabilité. Instabilité, inquiétude politique. Instabilité, inquiétude religieuse. Instabilité,

inquiétude intellectuelle. Instabilité, inquiétude personnelle, malade.

Ce qui produit deux effets. L'un extérieur : le désaccord progressif du romantisme avec son temps; l'autre intérieur : l'état morbide dans lequel va choir, progressivement aussi, l'individu. D'où l'échec final du romantisme.

D'où aussi ses efforts pour se rectifier.

D'où, enfin, son impuissance à sortir de soi-même.

Examinons cela d'un peu plus près que nous ne l'avons fait jusqu'à présent, tout en revenant sur nos observations précédentes :

\* \* \*

Besoin d'action, vitesse acquise depuis la Révolution et l'Empire; nécessité de reconstruire un monde nouveau sur les ruines de l'ancien, de procéder par conséquent à la vérification, au reclassement des valeurs; importance même des faits politiques, en France et en Europe, de 1815 à 1848; agitation qu'ils entraînent; volonté des générations nouvelles, et de jouer un rôle, et d'arriver aux affaires : voilà, en résumé, ce que nous avons relevé; voilà ce qui pousse les romantiques dans la politique.

Pourquoi devaient-ils échouer? Sans doute, il y a des causes internes à cet échec. Romantisme et politique, le seul rapprochement de ces deux termes suffit pour nous faire sentir, comprendre, l'antipathie profonde qui s'insère entre eux. Individualiste qui rapporte tout à son moi, sensible jusqu'à l'hypersensibilité, enthousiaste, impulsif que mènent l'émotion du moment, la passion, le sentiment, amant de la chimère et si peu psychologue, poète et orateur, certes, et capable de remuer momentanément une foule, non de la diriger, le romantique est le contraire du politique, de l'homme d'Etat. Mais cette « contradiction a priori » ne nous dispense pas de chercher les raisons de fait. Au contraire, elle nous y mène. Et voici :

Donc, le romantisme s'est mis, et se devait mettre par son tempérament et son esprit, en contradiction avec le développement de la société au XIX<sup>e</sup> siècle. A partir de 1815, la société devient bourgeoise, elle s'organise de plus en plus sur des intérêts économiques. Le développement de la grande industrie, du grand commerce, le prodigieux essor de la technique, la formation du prolétariat ouvrier, la puissance internationale de la finance, tous ces phénomènes indiquent jusqu'à quel degré le siècle se matérialise. Mais plus la société, plus les masses vont se matérialisant, plus aussi l'on constate, dans les élites, surtout chez les intellectuels, les poètes, les artistes, une tendance à réagir en opposant à ce matérialisme un idéalisme exagéré. D'où l'antinomie qui se creuse entre la société, la masse, la nation d'une part, et l'élite intellectuelle de l'autre.

Avec le romantisme commence de se poser, en effet, le problème si actuel, des élites. C'est le problème des chefs, ou plutôt des autorités sociales dont toute démocratie a besoin. C'est le problème du cerveau. C'est également le problème des classes et de leur hiérarchie. La Révolution française, en jetant bas l'ancien régime, avait détruit une société construite en pyramide selon le système des ordres; elle lui avait substitué une société formée d'individus égaux, additionnés en majorités politiques : l'individualisme libéral. Mais une société sans classes reconnues légalement, légalement constituées, est une société inorganique et singulièrement instable, dans laquelle le pays légal est toujours en contradiction, toujours en lutte avec le pays vivant. Cette lutte qui est sociale, se poursuit avec une arme politique : l'élection. D'où l'instabilité du XIX<sup>e</sup> siècle, son caractère transitoire. Car les classes, qui sont naturelles, tendent à se reformer généralement par la violence. La plus forte, par la puissance économique ou par le nombre, arrive toujours à prendre l



gouvernement politique. L'ayant conquis, elle entend le garder. Or, la Révolution française avait donné le pouvoir à la bourgeoisie, aidée par le prolétariat ouvrier et le peuple paysan; donc celle-ci s'était organisée pour conserver exclusivement le pouvoir suivant un système électoral qui triompha sous le règne de Louis-Philippe. Ce furent dix-huit années durant lesquelles la bourgeoisie demeura souveraine. Mais, à partir de 1848, une autre classe, le prolétariat ouvrier, commença de s'organiser à son tour sous la forme politique du parti socialiste, avec pour but d'enlever, peu à peu, la prédominance aux partis bourgeois, d'ailleurs divisés entre eux.

Dans cette confusion sociale, les intellectuels, — puisqu'il faut bien se servir de ce terme aujourd'hui, — ont toujours cherché, plus ou moins consciemment, à retrouver leur place. Le savant la retrouva le premier, parce que l'utilité immédiate de ses travaux, de ses recherches, est évidente, et parce que le XIX<sup>e</sup> siècle avait hérité du XVIII<sup>e</sup> la religion, voire la superstition de la science : la science conditionne la technique jusqu'à paraître se confondre avec elle, — et c'est grâce à cette confusion que la science se matérialise, mais aussi qu'elle s'impose par ses inventions, ses applications. L'artiste eut un peu plus de mal à trouver sa place que le savant, bien que les arts soient un luxe que la bourgeoisie riche estime indispensable, comme ils rentrent à titre de distraction, de décor, dans le programme du bien-être populaire. Mais le bourgeois, s'il s'incline devant le compétence du savant, discute l'artiste et cherche à le soumettre à ses goûts. Pour l'écrivain, s'imposer fut encore plus difficile. En se mettant au ton du jour, ce qui exige du flair, l'auteur dramatique et le romancier arrivaient bien à devenir populaires et à faire fortune. Mais le poète, mais le philosophe, le critique, l'historien! Leur utilité immédiate n'apparaissait plus : au contraire, il se manifestait dans la classe bourgeoise et les masses populaires une répugnance instinctive à l'égard des abstractions et des subtilités philosophiques comme des raffinements de la poésie, comme, surtout, du passé qui rend « réactionnaire ». L'individualisme des romantiques, leur sensibilité spéciale, leur amour-propre tout de suite blessé, parfois leurs ambitions démesurées, les révélaient particulièrement inadaptés à la société du XIX<sup>e</sup> siècle : le poète surtout devait en être la victime, et l'on sait que le poète fut mis par le romantisme au premier rang des intellectuels. Il aspirait alors à gouverner le monde comme les savants y aspirèrent ensuite, et comme les universitaires y aspirent aujourd'hui. Nous avons aujourd'hui la république des professeurs. Renan rêvait d'un monde gouverné par un sénat de philosophes et de savants. Tous les poètes romantiques ont cherché à devenir au moins ministres des Affaires étrangères.

De là, ce double phénomène, très curieux et très explicable : la Révolution et l'Empire, en détruisant la société hiérarchisée de l'ancien régime, avaient fait appel à des hommes nouveaux; ils autorisaient ainsi toutes les ambitions et tous les espoirs. A partir de la Restauration, la société s'embourgeoise, se démocratise politiquement. C'est donc au moment du romantisme que le poète, l'écrivain commence d'avoir la possibilité légale, donc l'espoir, donc l'ambition, de jouer un rôle politique comme n'importe quel citoyen, quel autre électeur. Sous l'ancien régime, il n'y pensait guère; tout au plus pouvait-il être l'instrument d'une politique. Maintenant, il veut faire de la politique, il veut la diriger.

Mais à mesure que la possibilité légale de jouer un rôle politique s'élargit devant ses pas, la possibilité sociale se rétrécit. Toute la société du XIX<sup>e</sup> siècle, édifiée de plus en plus autour des intérêts économiques et dont la civilisation tend de plus en plus à se muer en « civilisation de masse », devient, en se matérialisant, réfractaire aux aspirations, au genre de vie, à l'éclat d'esprit et de sensibilité de l'écrivain romantique. Elle se détourne de lui, comme fera le bourgeois sous Louis-Philippe ou l'ouvrier de 1848. En effet,

on voit s'épaissir au cours du XIX<sup>e</sup> siècle les cloisons qui séparent les masses des élites, surtout des plus raffinées d'entre celles-ci. Les rôles de Chateaubriand, Lamartine, Hugo ne doivent pas nous tromper : des succès isolés masquent l'échec final et ne servent qu'à entretenir des illusions dangereuses, suivies de désillusions plus dangereuses encore.

Possibilité plus grande qu'autrefois de jouer un rôle politique, difficulté plus grande de le jouer, telle est la contradiction. D'un côté, la démocratie favorise, de l'autre la constitution sociale, l'esprit même de la société moderne, rendent toujours plus difficile l'action politique des romantiques. Dilemme aurait dit Hugo. C'est Chatterton en face de lord Beckford.

L'échec était inévitable. Les romantiques apportent dans la politique un mysticisme, une messianisme dont elle n'a certainement que faire. Surtout dans l'évolution du parlementarisme bourgeois, avec suffrage restreint, à la démocratie, avec suffrage universel. La politique devient intrigues de parlement, jeux de partis, propagandes électorales : de plus en plus elle s'oriente vers les intérêts matériels et s'éloigne des idées. Le poète, en revanche, croit à l'idée absolue; il se fait des illusions sur les hommes, surtout sur les foules; il plane dans la thèse, tandis que la politique se meut dans l'hypothèse. Il se trouvera donc nécessairement inférieur à un politicien habile, souple, connaissant ses adversaires, sachant manœuvrer, parler le langage de ses électeurs, ayant cette psychologie pratique dont les romantiques manqueront toujours, puisque la grande faiblesse des romantiques, c'est de marquer de psychologie et de ne pouvoir sortir de leur moi. En outre, le poète est susceptible, orgueilleux, d'un amour-propre exagéré, toujours prêt à un éclat, ayant le col roide, faisant sentir sa supériorité, sacrifiant à de nobles attitudes des résultats positifs, sans cesse blessé par les contacts indispensables avec ceux qui lui sont de beaucoup inférieurs par l'esprit, mais de beaucoup supérieurs par le sens de l'action. C'est tout le drame politique de Chateaubriand, de Lamartine, de Victor Hugo.

Cependant, il faut être juste et reconnaître les éléments de rénovation, les qualités propres que les romantiques apportent dans la politique. La première, c'est l'effort de l'ennoblir, de l'élargir, d'y introduire l'idée, d'opérer ce raccord presque impossible, entre la pensée et l'action, qui restera toujours le but suprême des grands esprits. Nous leur en devons de la reconnaissance, aujourd'hui surtout que la politique manque de plus en plus de cerveau. On trouve ensuite chez les romantiques une sorte de divination, une prévoyance de l'avenir qui est très frappante quand on lit Chateaubriand : par exemple la conclusion vraiment prophétique des Mémoires d'outre-tombe. De même ce Joseph de Maistre, devenu subitement actuel, parce qu'il a prédit la Société des Nations, a vu se préparer la révolution russe; de même ce Bonald qui annonce le communisme, — mais Bonald et de Maistre sont-ils des romantiques? Cependant, le plus « illusionniste » de tous, Lamartine, eut des intuitions très exactes en politique extérieure, par exemple en ce qui concerne l'Orient. Mais cette qualité-là devait mûrir, dans la pratique, à ces penseurs et à ces poètes, car la politique est quotidienne, surtout avec le parlementarisme et la démocratie; elle a un horizon très borné, elle tient peu compte des expériences du passé; elle n'aime guère à être dérangée dans ses combinaisons par des vues qui la gênent.

Une autre qualité, complémentaire de la précédente, que les romantiques apportaient, c'était l'esprit de synthèse. Nous voulons dire une certaine capacité de saisir les choses dans leur ensemble, dans les rapports souvent invisibles qu'elles ont les unes avec les autres, et leurs conséquences lointaines. Voir grand et loin en politique, ce n'est pas nécessairement voir faux. Les deux volumes que M. de Loménie vient de consacrer à Chateaubriand politique et diplomate, semblent bien démontrer que, si le parti royaliste

avait suivi l'écrivain au lieu de s'attacher à Villèle, bon administrateur, mais à courtes vues, il est possible que la Révolution de 1830 aurait pu être évitée, que l'adaptation de la monarchie aux temps nouveaux se serait faite, que la monarchie aurait duré beaucoup plus longtemps.

Les romantiques ont eu, non seulement le goût, mais aussi le sens de la politique étrangère. Il ne faut pas l'oublier : les années qui s'échelonnent de 1815 à 1848, forment une époque de grande diplomatie. Les traditions sont encore celles de l'ancien régime : la représentation, la magnificence. Partout des cours et des salons où les écrivains, les poètes, surtout s'ils sont Français, jouissent d'un prestige qu'ils n'ont plus aujourd'hui. Le diplomate possède alors une beaucoup plus grande liberté d'action, mais aussi une plus grande responsabilité qu'aujourd'hui où les communications sont si rapides et si faciles. Et tout cela séduisait les romantiques dont nous avons souligné la passion de l'histoire, la manie de la couleur locale, la curiosité pour les peuples étrangers, les littératures étrangères, le sens qu'ils avaient encore de l'Europe, — héritage du XVIII<sup>e</sup> siècle et de l'émigration. Ils étaient donc mieux préparés à la diplomatie qu'à la politique intérieure dont la cuisine ne leur convenait guère. Chateaubriand fut un fastueux diplomate et, à tout prendre, un grand ministre des Affaires étrangères. Si Lamartine n'avait pas été ministre des mêmes Affaires étrangères en 1848, l'aventure eût pu mal tourner. La diplomatie ouvrait aux romantiques les vastes horizons dont ils avaient besoin.

Une dernière qualité, c'est l'intuition, l'esprit d'initiative qui devait leur inspirer, audacieusement, l'attitude juste, la mesure efficace, la formule frappante, à un moment de crise subite, quand les professionnels de la politique se révélaient désorientés. Ils y étaient aidés par leurs éloquence, car le lyrisme français est beaucoup plus imprégné d'éloquence que celui d'Allemagne ou d'Angleterre. Rappelons ici, une fois de plus, cette tradition de lyrisme politique, issue de Ronsard et de Malherbe, que Lamartine et surtout Victor Hugo, dès ses premières odes, allaient développer magnifiquement, — tradition qui semble, depuis les romantiques, s'être perdue. Et citons encore, comme exemple de ces interventions audacieuses et opportunes à la fois, le discours improvisé par Lamartine devant une foule menaçante, sur le drapeau rouge.

\* \* \*

Il n'en reste pas moins que la politique devait être une désillusion pour les romantiques. Une cruelle désillusion. Rejetés hors de l'action, les plus grands d'entre eux finissent dans la solitude leurs jours assombris. Ce fut le cas de Chateaubriand, tout occupé à revivre son passé, à rédiger ses *Mémoires d'outre-tombe*. Ce fut le cas de Vigny, candidat naïf et malheureux à la députation, puis noblement replié sur ses méditations hautaines et douloureuses. Ce fut le cas de Lamartine tombé, d'une seule chute, du pouvoir dans l'oubli, contraint de se mettre aux gages des libraires. Ce fut, durant dix-neuf années d'un exil plus ou moins volontaire, le cas de Victor Hugo; mais au moins avait-il sa grande voix plus forte que les vagues de la mer; cependant, après le livre de M. de Lacroix, comment ne pas constater que la politique fut un échec pour sa pensée et pour son œuvre, et, malgré tout son génie, une cause de déviation? Quant à la génération suivante, son dégoût apparent de la politique, sa volonté de n'avoir qu'une raison de vivre et de travailler, qu'une seule religion : l'art, recouvrent mal le désir, sans cesse refoulé, de se mêler à la vie publique : on constate ce refoulement chez Leconte de Lisle et chez Baudelaire.

Cette génération se réfugie dans le culte de l'art pour l'art, le dandysme, un aristocratismes dédaigneux à l'égard de la société

bourgeoise, mais aussi des masses prolétariennes, avec la volonté de braver celle-là comme celles-ci : de là ce goût de la mystification, si fort chez Baudelaire, et qui est un moyen de défense, un *noli me tangere*. Les Parnassiens et les réalistes forment du moins une école absorbée par le métier dont la discipline les sauve, — et les sauve du romantisme en décomposition. Mais les autres se cuirassent dans un individualisme exaspéré qui les conduit à la provocation, à la bohème ou simplement à la débauche. Ce, cependant, on voit se développer chez eux, à côté de la conception parnassienne de la poésie, une autre conception diamétralement opposée. J'appellerais volontiers un romantisme intérieur, ésotérique, beaucoup plus complexe et plus raffiné que l'autre, plein d'une religiosité, d'un mysticisme qui les ramène peu à peu au catholicisme plus ou moins intégral, où le culte, trop formel, de l'art est remplacé par une esthétique confinant elle-même à une métaphysique assez vague. Par Baudelaire, Barbey d'Aurevilly, Villiers de l'Isle Adam, nous arrivons au symbolisme.

\* \* \*

Mais gardons-nous de dépasser, pour l'heure, ce point d'aboutissement. Constatons le désaccord entre le romantisme et la société, qui ne provient pas seulement de l'antagonisme entre idéalisme et matérialisme, mais aussi, mais surtout, d'un fait psychologique : le romantique est incapable de s'adapter à la société de son temps, — ce qui ne veut pas dire d'ailleurs qu'il ne soit point de son temps.

Il le sent. Il le sait. Il en souffre. Tantôt, il s'efforce de prendre contact avec la vie contemporaine, avec la foule; tantôt il se replie avec une orgueilleuse amertume dans son « moi. » Epuisantes alternatives. Car, lorsque le romantique sort de son « moi, » pour approcher la réalité, la vie sociale, c'est avec l'idée de les ramener à son « moi » et de les modeler sur lui, de les reconstruire selon son rêve, selon l'image qu'il s'en est faite. Et, quand il rentre dans son « moi », c'est pour y retrouver le besoin d'action, le besoin de croire, avec la solitude, le doute, la mélancolie, Et parfois le désespoir. D'où cet état d'incertitude, cet état de fièvre et de fatigue : le mal du siècle.

Certes, l'échec politique n'est point la seule cause du « mal du siècle ». Le germe était préexistant. Nous avons déjà formulé notre diagnostic. Cause lointaine : la rupture qui s'est produite au XVIII<sup>e</sup> siècle dans l'équilibre intérieur de l'homme, la révolte de la nature contre la raison et contre la civilisation, enfin la « sensibilité ». Cause déterminante : le formidable ébranlement produit par la Révolution et l'Empire, la chute de tout un monde ancien qu'un monde nouveau n'arrive point encore à remplacer. Causes prochaines : le doute religieux, le besoin d'action qui ne trouve point à s'employer, les désillusions politiques, l'influence des maîtres, la mauvaise éducation des collégiés. D'ailleurs, les caractères essentiels du romantique : son hypersensibilité, son individualisme, sa propension au rêve et à la chimère, la prédominance chez lui du sentiment sur la raison, tout cela le mettait en état de moindre résistance. Il est possible que, dans une société stable, organisée, où il n'eût pas rencontré la tentation de la politique, le mal ne serait pas éclos, tout comme dans des corps sains, soumis à une vie normale, les microbes de la tuberculose n'arrivent point à se développer. Mais le romantique était né dans l'atmosphère des deux plus grandes révolutions que le monde moderne ait subies depuis la Réforme : celle qui avait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, détruit un esprit; celle qui avait, de 1789 à 1814, détruit une société.

Ceci rappelé, nous sommes arrivés à une constatation plus générale qui nous restait à faire, et dont la dureté ne nous échappe, ni ne nous effraie : la dégénérescence, sinon du type humain, ce qui serait trop absolu, donc faux, donc injuste, — tout au moins de l'élite intellectuelle à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle.

## CHRONIQUE POLITIQUE

## Le rapprochement franco-allemand

Le voyage à Berlin du président du Conseil et du ministre des Affaires étrangères de France constitue en lui-même tout un événement. C'est une démarche sans précédent depuis que les chefs de gouvernement ont pris l'habitude de contacts directs. Avant la guerre, la rancœur laissée par le traité de Francfort n'avait jamais permis un échange de visites officielles et M. Poincaré s'estima courageux pour avoir osé, en 1913, se rendre à un dîner à l'ambassade d'Allemagne à Paris.

Il faut, à notre sens, féliciter les hommes d'Etat des deux pays d'avoir, les uns et les autres, franchi le Rubicon pour accomplir un de ces gestes de courtoisie qui, dans la vie internationale, ne sont pas moins utiles que ceux dont la civilité impose l'accomplissement dans la vie mondaine. Les anciens traités, ceux qui remontent à un temps où l'on parlait moins d'humanitarisme, comportaient un article final proclamant qu'il y aurait désormais paix et amitié entre les belligérants de la veille. Le traité de Versailles, qui a mis fin à la lutte de tant de peuples, ne contient point cette formule pacifiante qui, dans sa rédaction cérémonieuse, était cependant un hommage à l'idéal ancien de la Chrétienté. L'échange des visites qui vient d'avoir lieu est la suite heureuse de plusieurs tentatives pour combler cette lacune. Puisque la collaboration des peuples est une nécessité pour la sauvegarde de la civilisation européenne elle-même, nous devons applaudir à tout ce qui peut contribuer à désarmer les esprits, à atténuer les méfiances, à calmer les susceptibilités.

\* \* \*

Personne ne souhaite plus vivement que les Belges un rapprochement entre la France et l'Allemagne puisque notre pays est fatalement la victime de tout conflit armé qui vient à surgir entre ses deux grands voisins. Si la Belgique n'avait vraiment d'autre titre à l'existence que la rivalité des grandes puissances, son sort serait bien misérable et le progrès moral, comme l'idée de la paix, seraient notre plus grand ennemi. Mais tel n'est pas le cas. En 1831, les appétits contraires ont certainement favorisé notre accession à l'indépendance, mais c'est la volonté de notre peuple, conscient de son unité historique, qui a imposé à l'Europe la reconnaissance de notre nationalité que le traité de Vienne avait méconnue en 1815. Depuis lors, un siècle magnifique nous a donné dans le monde une place en vue; la grande guerre a démontré, clair comme le jour, l'importance de notre mission séculaire de gardiens de la Meuse, de l'Escaut et des côtes de Flandre; elle a prouvé aussi que nous étions moralement de taille à la remplir dans les circonstances les plus difficiles. Ce passé a refuté les thèses qui se faisaient jour au XIX<sup>e</sup> siècle sur l'inutilité et sur l'impuissance des petits Etats. La Belgique d'Albert I<sup>er</sup> peut, dans un certain sens, répéter le célèbre *fara da se* du *risorgimento* italien et c'est là, quand on y réfléchit, la récompense la plus sûre qu'elle ait reçue pour sa réponse à l'ultimatum de la nuit du 2 août 1914. La Belgique indépendante n'est plus seulement le Droit; elle est un fait, et un fait qui a subi l'épreuve du feu.

S'il y a encore en Europe des gens qui rêvent d'un rapprochement franco-allemand dont la Belgique ferait les frais, soit en Europe selon la formule des pourparlers Bismarck-Benedetti, soit en Afrique, suivant la formule Caillaux-von der Lancken, ce sont des retardataires. A aucune époque, peut-être, le problème des Pays-Bas n'a été plus clair qu'aujourd'hui. Les travaux de nos meilleurs historiens ont établi sans contestation possible que la Belgique

La coupure, nous la situons volontiers après la génération des derniers classiques : dans les dernières années de Louis XIV et les huit années, si funestes, de la Régence. Nous avons déjà fait remarquer qu'à génie ou talent égal, les grands écrivains, les grands penseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle révèlent dans leur personne et dans leur vie, moins de noblesse, moins de caractère que les grands écrivains, les grands penseurs du XVII<sup>e</sup> siècle. La descente de l'escalier commence.

A partir de Rousseau, — Rousseau naturellement compris, — nous avons en suite, une filiation de génies malades, ou du moins malsains, qui répandent l'odeur, parfois si capiteuse, de la décadence. Saint-Preux, René, Obermann, Adolphe, l'Enfant du siècle, Rolla, Amaury, — auxquels ajouter le Werther de Goethe et les héros de Byron, — marquent les progrès et l'évolution de cette décadence : les hypersensibles, les révoltés, les désespérés, les névrosés, les intoxiqués.

Notons ici que les époques de décadence produisent souvent des œuvres plus riches, plus attrayantes, plus passionnantes que les époques d'équilibre, de santé. Certains raffinements ne se trouvent que là, raffinements de forme, de sentiments, de sensations. Il arrive en effet que les époques de décadence mettent l'homme à nu, — « mon cœur mis à nu », dira Baudelaire, — et lui arrachent de beaux cris de douleur, d'angoisse, de nostalgie, surtout lorsque l'homme, au bénéfice d'expériences antérieures, est en mesure de se mieux connaître, analyser, exprimer, — en mesure d'exprimer plus pathétiquement le drame de son incertitude, le drame de sa lutte contre la réalité, ou contre soi-même.

Il est vrai, « le mal du siècle » ne fut, en définitive, ni aussi profond, ni aussi grave que l'on serait porté à le croire, si, par exemple on lit le second chapitre de la *Confession d'un Enfant du siècle*. Beaucoup en demeurèrent exempts, ou n'en connurent point la virulence. Il n'est pas grave chez le robuste Hugo, ni chez l'idéaliste Lamartine. Des réalistes comme Balzac, des psychologues comme Stendhal, des esthètes comme Théophile Gautier n'en furent guère atteints. Encore une fois, il faut faire la part de la mode et de l'attitude littéraire. Le mal du siècle n'est donc pas tout le romantisme. Il y a des parties saines dans celui-ci, les renouvellements, des rajeunissements nécessaires. Le mal du siècle lui-même est, en partie, un mal de jeunesse : crise de puberté dans l'histoire de la littérature au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais, quoi qu'on n puisse dire pour l'expliquer, l'excuser, ce fait reste : le mal du siècle, s'il n'est pas tout le romantisme, est une des manifestations pénicifiques du romantisme. Il révèle une instabilité, une inquiétude, une angoisse que nous allons voir se prolonger, sous d'autres formes, même lorsque le romantisme sera, comme école littéraire, quidé.

(A suivre.)

GONZAGUE DE REYNOLD.

Professeur à l'Université de Berne  
Membre suisse à la Commission de Coopération  
intellectuelle à la S. D. N.

## TARIFS

## DES ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

I. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg . . . . .	17 belgas
— Pour le Congo belge . . . . .	20 belgas
II. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Esthonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haïti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger, Oubanghi-Chari, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay, Républiques Soviétiques Socialistes, Brésil, Egypte, Mexique, Equateur . . . . .	25 belgas
— Pour tous les autres pays . . . . .	28 belgas.

a été véritablement l'enjeu des guerres de la Révolution et de l'Empire. C'est que parce Napoléon n'a pas compris cette vérité qu'il s'est engagé dans une lutte sans issue contre l'Angleterre. Quand, à son tour, l'Allemagne s'est laissée entraîner par un rêve de domination universelle, elle a méconnu l'importance de la question belge et elle a laissé échapper en 1916 et en 1917 toutes les chances de conclure une paix honorable pour elle. Malgré ces tragiques enseignements, il y aura toujours, en dehors des sphères responsables, des personnages disposés à écouter des paroles tentatrices et à évoquer le vieux thème du partage de la Belgique dans l'idée que les nations ne sont jamais plus étroitement liées que par la complicité dans un même crime. Il ne faut pas se laisser impressionner par ces voix d'outre-tombe. La France, dans son ensemble, est incapable de prêter l'oreille à de semblables propos et elle est trop convaincue de la sagesse de la politique inaugurée à notre égard par la monarchie de Juillet pour se prêter, aujourd'hui, à un renversement de ses alliances.

Non, le rapprochement franco-allemand, nous devons le faciliter par tous les moyens en notre pouvoir, en bons Européens que nous voulons être et que nous sommes. Nous devons chercher à lui donner son plein effet sur la base des traités de Locarno qui demeurent la pierre fondamentale de l'ordre nouveau. C'est pourquoi il importe que nous prenions part aux conversations dont l'entrevue de Berlin constitue le point de départ avec la ferme volonté de remplir toute notre tâche de nation intermédiaire, obligée par la force des choses à assumer une mission conciliatrice. Les événements qui obligent l'Angleterre à pratiquer pendant quelque temps une politique d'abstention, favorisent l'éclosion de combinaisons purement continentales dans lesquelles la Belgique et la Hollande pourraient jouer un rôle important. Il y a là des perspectives nouvelles sur lesquelles nous aurons à revenir.

\* \* \*

Mais au point où sont les choses, la politique étrangère est étroitement liée à la politique intérieure. Rien ne serait plus fatal, au travail constructif qui nous attend, que la propagation de bruits pessimistes sur la solidité de notre Etat. Dans ce domaine, comme dans celui du crédit, les impondérables jouent un rôle décisif. Les nationalistes flamands, lors même qu'ils ne peuvent que manifester leur impuissance, sont capables de faire beaucoup de mal à la Flandre, à la Belgique et à la cause de la paix en Europe. Comment oublierait-on que leur agitation en faveur d'un vague fédéralisme rejoint exactement la pensée de Talleyrand qui, en 1831, déjà, proposait secrètement de nous imposer ce régime afin de préparer le partage qu'il avait l'audace impudente de dessiner sur la carte? Une Belgique provisoire, divisée en zones d'influence, ne serait plus un facteur avec lequel on pourrait compter pour faire œuvre durable. En réalité, les nationalistes flamands qui, mêlés aux pèlerins de Dixmude, ont manifesté leur pacifisme par des déclamations contre la Belgique, n'ont pas craint de proposer d'ouvrir la boîte du Pandore des révolutions. Leurs déclamations risquent d'aiguiller sur une mauvaise voie le rapprochement franco-allemand dont nous saluons l'aurore. Si, par malheur, la stabilité de la Belgique venait à être mise sérieusement en doute à Paris et à Berlin, un nouvel et terrible élément de discord viendrait peser sur les destinées du monde et personne ne pourrait répondre des conséquences qui pourraient s'ensuivre.

Donc, vigilance, vigilance! Songeons, sans cesse, aux répercussions qu'ont nécessairement au dehors les incidents de notre vie politique. S'il fallait donner à nos amis flamands des raisons nouvelles de combattre les nationalistes, nous dirions que ceux-ci sont devenus, par leur aveuglement, les plus dangereux adversaires de la paix et

de la reconstruction de l'Europe. A toutes les raisons de les combattre que dictent l'intérêt électoral, le sentiment de l'honneur et le patriotisme s'ajoutent, en ce moment, de hautes considérations commandées par le bien général du continent. Le Saint-Siège ne s'y est pas trompé. Les recommandations si pressantes de Pie XI en faveur de la concorde entre Flamands et Wallons sont inspirées à la fois par l'esprit de charité et par une vue réaliste du problème de la réconciliation des peuples. Si la Belgique commettait maintenant la faute de douter d'elle-même, si elle laissait croire qu'elle est prête à accepter un affaiblissement de sa structure politique qui consacrerait son impuissance, ce serait non seulement une renonciation aux hautes destinées auxquelles elle peut prétendre pour elle-même mais aussi l'abandon des devoirs que lui impose sa situation géographique privilégiée. Ces vérités doivent être proclamées sans ambages, car de redoutables imprudences ont été commises. Les responsabilités assumées par les pêcheurs en eau trouble sont tellement lourdes qu'elles suffiraient à les écraser si le pays, qui, dans son ensemble, est demeuré sain, pouvait les voir en pleine lumière.

Comte LOUIS DE LICHTERVELDE.

## La crise anglaise et le commerce international

Les événements qui viennent d'ébranler l'Angleterre et de menacer sérieusement son crédit sont loin d'être comparables aux crises monétaires qui ont affecté depuis la guerre les autres pays européens. La Livre sterling jouait, en effet, dans les relations commerciales et financières entre nations, un rôle d'une importance primordiale. Son incapacité à remplir cette fonction signifie pour le commerce comme pour le crédit international, une révolution des circonstances, une modification de la structure auxquelles le monde aura quelque peine à s'adapter.

La Grande-Bretagne occupait au XIX<sup>e</sup> siècle un rang unique dans le monde; elle avait en quelque sorte le monopole industriel de l'univers juxtaposé à l'entrepôt commercial de l'Europe et au marché financier unique des continents. A cette position hors pair elle était arrivée par un travail acharné et des avantages naturels considérables en même temps que par une politique persévérante et une spécialisation économique que la concurrence ne menaçait pas. Le XX<sup>e</sup> siècle fit naître la concurrence industrielle et dès ses premières années, l'Angleterre avait perdu le monopole; il lui restait cependant le grand rôle commercial et financier qu'elle détenait depuis trois siècles. Mais elle avait maintenant un désavantage sérieux vis-à-vis des autres pays, c'est-à-dire « la rigidité d'un organisme social qui ne réagit pas normalement » (1). Le manque d'élasticité de sa main-d'œuvre lui enleva ses capacités de concurrence; elle perdit ses marchés et connut un chômage normal de un million d'ouvriers. Ayant à faire vivre une aussi importante population dans l'oisiveté, au moyen de produits importés, il était fatal que la balance internationale de ses paiements se détériorât peu à peu. Cette détérioration fut néanmoins assez lente, mais sa lenteur était une source de risques plus grands. Si le pays supporta pendant si longtemps une population insuffisamment productive, ce fut grâce à l'importance des services d'ordre commercial et financier, ainsi que des revenus des capitaux anglais à l'étranger; or cette importance fut maintenue grâce à la stabilisation de la Livre sterling et au libéralisme commercial de la nation en même temps qu'à l'immobilisation audacieuse de capitaux empruntés. Ces solutions, pour être durables, présupposaient une déflation des prix de revient que la rigidité fatale de l'organisme économique, rouillé par la démocratie, rendait malheureusement illusoire.

(1) ANDRÉ SIEGFRIED: *La crise britannique au XX<sup>e</sup> siècle.*

Dès lors, l'équilibre de la balance des comptes s'avérait essentiellement instable, exposé à tous les contre-coups de difficultés extérieures. La crise anglaise existait, il lui suffisait pour devenir aiguë de rencontrer une crise mondiale. Ces événements se sont accomplis et nous en avons analysé, voici trois semaines, l'aspect et les remèdes. Nous disions qu'un seul remède existait réellement : la diminution du train de vie du peuple anglais et de chacun de ses citoyens. Deux méthodes se prêtaient à son emploi : la déflation des prix de revient ou l'inflation des prix de vente. Il était difficile de s'attendre à l'emploi de la première méthode sous un régime démocratique, c'est-à-dire forcément mensonger. Dès lors, la seconde méthode devenait inévitable et c'est la chute de la Livre sterling.

Cette chute n'a certainement pas été voulue; elle a été précipitée par la défiance de l'étranger comme des Anglais, créanciers du pays, sachant trop bien que l'équilibre était ruiné et l'inflation inévitable. Mais les expressions sincères de satisfaction d'une partie importante du public anglais nous montre à suffisance que la chute de la Livre ne l'effrayait pas.

Ce manque de contrition est certainement remarquable parce que la chute de la Livre sterling implique pour la structure économique du pays une révolution complète, c'est-à-dire l'affaiblissement du rôle commercial et financier du pays à l'étranger. Bien plus, non content de diminuer le pouvoir d'achat de la monnaie nationale, le peuple anglais se convertit en masse à la protection douanière, de sorte que, non seulement il sera difficile aux courtiers internationaux de se servir pour mesure des échanges de la Livre sterling et de maintenir leurs comptoirs en Angleterre, mais encore la liberté de leur marché sera singulièrement compromise.

Il faut bien reconnaître que cette solution est héroïque, même si cet héroïsme est inconscient. L'Angleterre se replie délibérément sur elle-même; elle prend conscience de l'importance d'un marché intérieur de consommateurs exigeants et veut le réserver à son industrie, elle délaisse le point de vue classique de Cobden qui voit dans la division internationale du travail le maximum de richesse pour les peuples, point de vue qui se vérifie invariablement comme exact, mais... à longue échéance, et elle s'attache à considérer le dynamisme inhérent au mouvement industriel, même si les produits en sont relativement coûteux, parce que la richesse des individus d'une génération peut s'en trouver temporairement accrue. Ses espoirs seront-ils vérifiés? Il est très audacieux de le souhaiter, parce que l'agriculture anglaise est morte depuis trop longtemps pour revivre et que les importations du pays resteront fatalement grandes alors que ses exportations seraient inévitablement combattues par la rétorsion de l'étranger. D'autre part, le recul infaillible de ses professions commerciales et financières privées de leur rôle international l'obligerait à les employer dans l'industrie, et ce serait malaisé.

Il est possible de soutenir que la tendance fatale de l'évolution du monde, avec le chauvinisme économique des peuples et les tendances à l'autosuffisance locale se manifestant même en dehors de tout protectionnisme à l'intérieur des Etats-Unis, implique pour le commerce extérieur un avenir étroit et un rôle exclusivement supplémentaire comme au moyen âge. Il est possible que la crise irrésistible de l'économie anglaise l'achemine fatalement vers un rôle de petite puissance. Il n'en est pas moins vrai qu'un grand danger existe toujours à substituer une révolution à une évolution et la démagogie qui en est responsable aborde bien légèrement des risques aussi prononcés.

Elle ne le fait d'ailleurs que de biais. Elle voudrait, avec les profits escomptés de l'inflation, concilier les bénéfices traditionnels du commerce et elle ne préconise rien moins qu'un abandon généralisé de l'étalon-or dans le monde. On voudrait y voir substituer l'étalon de la Livre sterling. Ce raisonnement suppose de la part des autres pays une bienveillance naïve et une confiance aveugle dans la sagesse des dirigeants britanniques. Or comment serait-il permis d'oublier tous les inconvénients de l'instabilité des monnaies, si récemment expérimentés dans le monde? Comment pourrait-on confier à un gouvernement, quel qu'il soit, le pouvoir de bouleverser d'un décret toutes les fortunes du monde?

Une pareille illusion est extraordinaire. Elle repose, il est vrai, sur l'exemple de la crise actuelle où la confiance séculaire du monde dans la Livre a permis à la politique de l'Angleterre de désintégrer d'un coup toute la machinerie du commerce entre nations; la plupart des transactions entre pays lointains se libellaient en

Livres; les grands produits coloniaux voyaient leurs prix établis à Londres et à Liverpool; les emprunts et les émissions de tous les pays neufs étaient placés en monnaie anglaise. La Livre sterling ne s'était jamais écartée de la parité-or si ce n'est exceptionnellement et temporairement; elle y revenait infailliblement et elle l'avait toujours fait. La voir chanceler sans grand espoir d'un relèvement, la voir emportée par le même courant fatal de la crise anglaise, fut pour le monde et pour les peuples intéressés aux échanges internationaux, particulièrement pour ceux qui en vivent, un drame sans précédent.

Le commerce international dans son stade actuel a évolué du troc, puis de la monnaie métallique, à la monnaie fiduciaire gagée sur le métal et enfin à la monnaie fiduciaire gagée sur le métal et les devises. Chacun de ces stades constituait un progrès par un recours plus généreux au crédit, c'est-à-dire à l'ajournement du troc, et permettait ainsi un volume plus grand d'échanges. Le crédit est essentiel au développement des ressources nouvelles du globe et surtout à cette époque de relations multiples entre pays inégalement développés, la remise du paiement à plus tard permet seule le développement rapide des contrées encore vierges. Tout crédit suppose la confiance, non seulement dans l'honnêteté du débiteur, mais encore dans la stabilité relative de l'ordre mondial et dans la stabilité absolue de la mesure des dettes. A ce point de vue, la Livre sterling constituait un étalon unique, se réclamant d'un passé inégalé et absolument hors pair. Sa disparition signifie la renonciation immédiate au dernier progrès du système financier international, « le gold exchange standard » ou la monnaie fiduciaire gagée sur le métal et les devises. Plus aucune devise n'offre une sécurité suffisante si la Livre est instable et dès lors, toute monnaie d'un usage international doit inévitablement être gagée par le métal précieux, l'or en l'occurrence, puisque c'est le seul métal suffisamment régulier dans son exploitation. Nous avons vu immédiatement le Belga se conformer à cette exigence et la Banque Nationale se débarrasser de toutes ses devises-or.

Il y a là un recul manifeste du commerce international, recul d'autant plus grave que les travaux du Comité de l'Or de la S. D. N., aussi bien que notre expérience contemporaine nous avertissent d'une disette très grave du métal précieux et par conséquent de tous les effets néfastes d'une déflation indéfinie des prix.

Le commerce international pourra-t-il du moins rester basé sur la monnaie fiduciaire? A vrai dire, depuis la guerre, il ne l'aura pas été longtemps. Nous avons assisté, dans la plupart des pays du Continent, à des modifications profondes des systèmes monétaires. Après quatre années de stabilité, voici que ces modifications solennellement établies se révèlent étonnamment fragiles. Quelle monnaie inspire encore confiance pour plusieurs années à venir? Allons-nous retomber de quelques siècles en arrière et nous retrouver à l'emploi exclusif du métal, au même stade financier que Colbert et les mercantilistes? Comment notre organisme économique s'accommoderait-il de ce régime?

Il faut bien avouer que la situation de la Belgique est singulièrement angoissante : aucun peuple en Europe n'est davantage tributaire pour les nécessités même de son existence, des échanges entre pays. Sans commerce international, la Belgique devrait exporter trois millions de ses habitants. Avec un commerce international affaibli et miné, elle doit voir souffrir et chômer une bonne partie de ses ouvriers.

Peut-on espérer la substitution du franc ou du Belga à la Livre, grâce à la solidité de leur couverture? Il faudrait, pour cela, un passé plus glorieux à ces monnaies elles-mêmes. Peut-on souhaiter une union monétaire des pays ancrés à l'étalon-or et intéressés au commerce international? Il faudrait qu'ils eussent moins de risques à courir. Faut-il s'attendre à une stabilisation de la Livre à un taux déprécié mais encore basé sur l'or? C'est sans doute la solution la plus probable, mais si la Livre ne revient pas à sa parité antérieure, le crédit commercial international en aura subi un recul définitif, entraînant dans son sillage le commerce et le développement du monde. De toute façon, la grande idole du Progrès moderne sera tombée de son piédestal et les années qui viennent verront des adaptations douloureuses.

Baron SNOY D'OPPUERS.

## Lettre sur Maeterlinck, le mariage et les Jésuites

Chère Mylady,

Les cartes-vues que vous m'avez envoyées, cette année, de tant de lieux divers, prouvent que vous n'oubliez pas votre vieil ami et que vous continuez à ne pas tenir en place. Quand vous aurez fini de parcourir la terre, je brûlerai une belle chandelle à saint Siméon Stylite, en l'église de Bétaumont.

Ce saint Siméon vécut au cinquième siècle et passa soixante-huit ans, dans le désert de Syrie, sur une colonne. Il est entendu qu'elle était large au sommet, pourvue d'un abri et de quelques autres commodités, et flanquée d'une échelle par où l'on montait porter, à l'ermitte, sa nourriture. Vous croirez peut-être que celui-ci trouvait le temps long, ainsi établi entre ciel et terre, et qu'il eût été content de rompre son vœu. Souvent, en effet, le diable l'y invita, mais toujours Siméon refusa de descendre, tant il était satisfait de vivre immobile et séparé du monde.

— Que voulez-vous que j'aie faire sur la terre? répondait-il au tentateur. Voir des hommes et des femmes? J'en ai assez vus. Ont-ils donc tellement changé? Seraient-ils devenus, par hasard, bons, fidèles et agréables? Ne se plaignent-ils plus, depuis que je les ai quittés? Qu'irais-je faire sur terre? Voir du pays? Je sais ce que c'est. On ne rencontre, dans les voyages, que des arbres, des pierres, de l'eau, des difficultés et des déceptions. Ces choses-là ne m'ont pas donné le bonheur, quand j'en ai essayé. Gardez-les pour vous. J'en ai assez goûté. Depuis, j'ai trouvé mieux. J'ai découvert mon âme et Dieu. Désormais, je pleure mes péchés; je dis mes prières; je pense à la mort qu'on ne peut éviter, même en courant très vite; je songe à Dieu qui me prépare, au ciel, un bonheur éternel et m'en donne déjà un avant-goût par ses douces consolations. Enfin, je suis très heureux et n'échangerais pas ma colonne contre l'univers entier.

Vive saint Siméon Stylite, Mylady! Que peste soit des voyages qui aident l'homme à se fuir toujours et l'empêchent de se trouver jamais!

Ce petit sermon vous aura montré, chère amie, que je n'ai pas changé depuis le temps où, visitant notre beau pays du Hérou et ne voulant rien oublier, vous vîntes sonner chez moi pour voir ensuite les curiosités de l'église de Bétaumont. Il n'y en avait pas; et il n'y en a point encore, vu que je ne suis jamais allé m'en fournir chez les antiquaires. Je ne pus donc vous montrer qu'un vieux confessionnal en ruine où vous jurâtes, sans que je l'eusse demandé, de ne jamais mettre les pieds. Comme je vous répondais que mes gens se trouvaient bien d'en user et que le meuble gagnerait à être réparé, vous eûtes la bonté de me donner quelques livres sterling pour en acheter un neuf. Nous liâmes ensuite tellement bien conversation que nous causâmes jusqu'à la nuit tombante. Jamais, je n'avais entendu une aussi longue confession.

Vous étiez alors une jeune veuve, ayant beaucoup de griefs contre Dieu et lui gardant particulièrement rancune d'avoir fait mourir votre mari. Cette épreuve avait achevé de vous détacher de toute pratique religieuse, l'idée de prier la Providence vous semblait insupportable, et les ministres de tous les cultes vous inspiraient un égal éloignement. C'était, cependant, les pères Jésuites qui tenaient la corde, s'il m'en souvient bien.

Bref, nous devînmes amis; et à part que nous ne nous sommes jamais revus, nous n'avons pas manqué, depuis, de nous donner une foule de témoignages du plus sincère attachement, vous,

en m'envoyant des cartes-vues et les ouvrages de Maeterlinck au fur et à mesure qu'ils paraissaient, moi, en vous souhaitant la bonne année au Nouvel-An et en priant tous les jours pour vous.

Chère Mylady, êtes-vous encore aussi engouée de Maeterlinck? Avec Baedecker, c'était, jadis, votre auteur préféré. Le premier vous servait de guide dans les voyages; le second l'était dans les choses de l'âme, de la sagesse et de la destinée.

Je ne vous écris pas, aujourd'hui, pour vous prouver, une fois de plus, que je suis plus grand philosophe que lui, mais pour vous soumettre les réflexions que j'ai faites en lisant le livre de Georgette Leblanc, son ancienne amie. Puisque vous ne me l'avez pas envoyé, j'augure que vous avez agi comme les bons chrétiens qui n'ouvrent pas les ouvrages à l'Index pour préserver leur foi; et que vous ne l'aurez pas lu. Il est cependant de nature à jeter quelque clarté sur la doctrine du maître.

Il n'en va pas, en effet, des directeurs d'âme comme des fabricants de romans d'aventures. Si nous aimons ces sortes d'ouvrages, que nous importe que le romancier ressemble ou non à ce qu'il écrit? De savoir qu'il est un garçon placide et bienfaisant ne nous empêchera pas de goûter les enlèvements, attentats, vols, suicides et assassinats qu'il aura répandus dans son récit pour notre joie.

Mais nous aspirons, au contraire, à connaître la vie de ceux qui veulent nous enseigner à vivre, car leurs maximes ont besoin d'être appuyées de leurs exemples. Sur des gens informés, quelle portée pourraient bien avoir les leçons de continence d'un libertin et les exhortations à la probité d'un voleur? Confierait-on le soin de prêcher une croisade antialcoolique à un buveur qui roule chaque soir sous la table? Et qui lirait encore *L'Imitation de Jésus-Christ* si son auteur passait pour s'être gobergé toute sa vie dans les tavernes du quinzième siècle?

Un moraliste, qui veut être pris au sérieux, doit pouvoir être confronté avec sa morale, et c'est pourquoi, en souvenir de vous, j'ai trouvé tant d'intérêt aux *Mémoires* de Georgette Leblanc. Ils sont de nature à compléter les œuvres complètes de Maeterlinck et resteront, tout au moins, comme un commentaire de sa doctrine, si pas comme une casserole fâcheuse attachée à sa mémoire.

Vous me direz qu'une amoureuse évincée ne doit pas être crue sur toute la ligne. Mais ne me pensez pas né d'hier, Mylady; je sais faire la part du feu et ne point prendre dans un livre ce qu'il y faut laisser.

Vous ajouterez que ce n'est pas élégant d'exposer, à tout le genre humain, le détail de ses aventures sentimentales. Mais, tout le genre humain associait Georgette Leblanc à Maeterlinck, et celui-ci avait pris soin de proclamer cette association dans une dédicace célèbre! Or, voilà qu'un beau jour, il supprime la dédicace de ses livres et celle qui en fut la bénéficiaire de sa vie. Allez-vous, maintenant, empêcher celle qui a le plus perdu dans l'aventure, de montrer publiquement qu'elle n'eut pas tous les torts? Comme curé, Mylady, je dois tenir la balance égale entre les hommes et les femmes.

Certains hommes ne se gênent pas pour insérer, dans les journaux des communiqués ainsi conçus: « Le sieur Henri-Joseph N. a l'honneur de faire savoir à ses amis et connaissances qu'il ne reconnaîtra plus, désormais, les dettes de son ex-épouse bien-aimée, Madeleine N., celle-ci ayant quitté le domicile conjugal depuis le 12 courant ».

L'ancienne compagne de Maeterlinck a simplement publié une annonce un peu pareille. Seulement, son communiqué compte trois cent cinquante pages et a paru chez l'éditeur Grasset. On pourrait le résumer ainsi:

« Georgette Leblanc a l'honneur de prévenir ses admirateurs et connaissances de ce qu'elle n'est plus en aucune manière l'amie ni la collaboratrice de Maurice Maeterlinck. Pleine d'emballement

pour cet auteur, elle tâcha, jadis, de rejoindre l'objet de sa flamme dans un salon bruxellois et de le prendre dans ses filets. Elle y réussit pleinement, comme le témoignent des centaines de lettres brûlantes échangées et une vingtaine d'années de vie pour ainsi dire conjugale passée ensemble. Puis, devenue incapable de retenir son ami sur la pente de la polygamie, elle chercha, de son côté, à occuper ses temps libres par une activité indépendante et à consoler son cœur meurtri par un nouvel attachement. Cela amena une crise épouvantable, car les hommes sont égoïstes et ils n'accordent pas aux femmes la millième partie des libertés qu'ils prennent. Ce sont des chasseurs qui braconnent volontiers sur les propriétés d'autrui et crient à l'abomination de la désolation dès qu'on tire un lapin sur leurs terres. De plus, ils aiment qu'on leur donne la paix. Devenue malade et ayant perdu son équilibre intérieur, la dite Georgette Leblanc se sentit à charge au dit Maurice Maeterlinck, lequel ne perdit pas le nord et se maria avec une jeune fille qui vivait depuis longtemps chez lui. Il ne restait plus à l'ancienne amie qu'à s'en aller pour faire place à la nouvelle. Elle partit donc, la mort dans l'âme et le diable en sa bourse. Mais les années sont venues, portant remède au cœur et à la bourse. Aussi Georgette Leblanc déclare aujourd'hui à ses amis et connaissances que Maurice Maeterlinck a déchu dans son estime morale si pas encore en son admiration philosophique, que c'est un gros buveur de bourgogne, un gros boudeur et un gros bourgeois, qu'il excelle à gagner des sous et à en dépenser le moins possible, qu'il devrait bien reconnaître les emprunts littéraires contractés envers son ancienne amie puisqu'elle-même a assez payé les dettes contractées envers lui; elle annonce, enfin, qu'elle ne souffre plus du tout de la séparation survenue, mais qu'elle décline, pourtant, toute responsabilité dans les sottises que, privé d'elle, Maeterlinck pourrait commettre dans l'avenir.

Si vous voulez bien lire, à votre tour, Mylady, les souvenirs de Georgette Leblanc, vous verrez que je ne les ai pas mal résumés et que les choses ont dû se passer comme l'auteur le dit.

Il y eut, d'abord, un grand amour, qui dura plusieurs années. Alors, Georgette écrivait à Maurice :

« Je t'aime comme on aime Dieu, Maurice. Notre amour m'apparaît grand comme un monde. Il n'est pas comme les autres amours, une petite fleur semée par deux désirs, une fleur qui sort de terre. Il est lui-même une terre, un ciel et une nature. » Et Maurice, psalmodiant au même diapason, répondait à Georgette : « Je crois que nous vivons quelque chose qui n'est peut-être pas sans précédents, mais, en tout cas, je n'ai jamais trouvé un homme, un livre ou une âme qui en ait parlé jusqu'ici. Tous les êtres sont dominés par leur idéal, mais toi, tu sembles dominer ton idéal même. Je t'aime dans ce que tu appelles la Lumière. Tu as distingué, plus tangiblement peut-être que les Mystiques les plus purs, nos trois vies. Une fois de plus, j'ai dû en quelque sorte m'agenouiller devant toi, et reconnaître que tu te trouves vraiment au centre de tout. Je devrais me taire, je ne puis te parler que la tête renversée vers le ciel tandis qu'il faut que tu te penches à chaque instant pour me répondre. Tu m'as fait revivre. »

Cela, c'est proprement de l'extase, ou je ne m'y connais pas. Et notez, Mylady, que je suis loin de me moquer de cette littérature hyperbolique qui sert aux pauvres habitants de cette planète pour traduire les sentiments d'amour dont ils sont possédés. Tout ce que le cœur humain renferme de sincère y a été mis par Dieu et doit être respecté. Je ne suis pas de ces célibataires ligés qui affectent de tourner en dérision les ivresses naturelles tout une vocation particulière les a privés. Seulement, comme juré et comme vieux civilisé d'Occident, je dis que ces amoureux auraient dû se marier puisqu'ils s'aimaient si fort. Le mariage

existe précisément pour faire durer de pareilles amours. Le tort de Maurice et de Georgette fut de n'y point recourir. Sans doute pensèrent-ils que ce qui est nécessaire au commun des mortels ne l'était pas à des êtres de leur calibre. C'était de l'outrecuidance, pour ne point parler de religion ni de morale. L'on court toujours grand risque à vouloir négliger les bonnes recettes que l'humanité a découvertes au cours des siècles. Le mariage a fait ses preuves. On n'a jamais trouvé meilleur remède à l'inconstance du cœur humain et à l'usure des ardeurs charnelles. L'homme met de l'eau dans son vin et de la modération dans ses désirs, quand il se sait contraint de vivre avec sa compagne jusqu'à la mort. Les époux tâchent de s'accorder et d'éviter les situations irrémédiables, quand ils se sentent embarqués dans le même navire pour toute la traversée. On est forcé d'aménager convenablement sa maison, lorsqu'on n'a pas de quoi s'en faire bâtir une autre.

Vous avez vu Léocardie, ma servante, qui vous servit, lors de votre passage, une tasse de thé, que vous déclarâtes excellent, mais qui était inbuvable pour une Anglaise. Je connais la somme de ses qualités, mais Dieu seul sait le nombre de ses défauts et combien ils me font souvent enrager. Il est naturel que l'idée me vienne alors d'user de mon droit qui est de l'expulser par la porte si pas par la fenêtre; mais ce n'est qu'un premier mouvement d'humeur; et je bénis plutôt Dieu d'avoir mis cette bonne créature à mon service, dès que je songe à l'impossibilité de la remplacer par une meilleure.

Le mariage, Mylady, est un sacrement qui ôte précisément à l'homme, quant à sa femme, ce droit qu'ont les curés mal servis de congédier leur servante et les financiers ruinés de remercier leur chauffeur. Il les met dans l'impossibilité de se séparer et leur fait heureusement sentir chaque jour qu'il est inutile d'y songer. Une fois mariés, il ne reste donc plus aux époux qu'à tirer le meilleur parti d'un état qu'ils ne peuvent changer et à poursuivre gentiment ensemble, jusqu'à la mort, la belle aventure qu'ensemble ils avaient commencée.

(La fin prochainement).

OMER ENGLEBERT.

## Le XVIII<sup>e</sup> Congrès des orientalistes à Leiden

Les orientalistes s'étaient déjà réunis à Leiden il y a quelque quarante ans. Le professeur Snouck Hurgronje, président de XVIII<sup>e</sup> Congrès, a évoqué avec humour, dans son discours d'ouverture, des souvenirs personnels de ces temps héroïques où l'« orientalisme » tout entier pouvait être l'apanage de trois ou quatre cerveaux bien organisés, et n'était cultivé que dans quelques universités européennes.

Cette année plus de huit cents congressistes ont réveillé pendant une semaine la petite ville de Leiden de l'assoupissement des vacances universitaires. Vingt-cinq gouvernements et soixante universités de tous les continents étaient officiellement représentés. Américains et Européens, Égyptien, Syriens, Turcs, Hindous, Chinois, et même un Arabe yéménite authentique s'échelonnaient pêle-mêle sur les gradins des auditoires, où ils offraient le spectacle d'une discipline attentive à laquelle ces vénérables enceintes ne sont pas toujours accoutumées.

Le contingent belge était bien fourni : MM. de la Vallée Poussin, Bricteux, Grégoire, Capart, le R. P. Suys, Mlle Werbrouck, M. van de Walle, d'autres encore, firent des communications ou intervinrent dans les discussions. La délégation du S. Siège était conduite par Mgr Tisserant, pro-préfet de la Bibliothèque Vaticane.

Le Comité exécutif avait réparti les travaux en huit sections : assyriologie, égyptologie, Asie antérieure et centrale, Extrême-Orient et Indonésie, Inde, langues et peuples sémitiques, Ancien Testament et judaïsme, Islam. Une section autonome était réservée aux papyrologues, qui se sont maintenus en contact étroit avec le Congrès.

\* \* \*

Il n'y avait pas au programme de numéro sensationnel comme au Congrès d'Oxford, où M. Woolley fit salle comble pour sa conférence sur Ur, et M. Gardiner pour l'exposé de ses travaux de déchiffrement des inscriptions du Sinaï. Du Congrès de Leiden se dégage l'impression d'une reprise vigoureuse de l'activité scientifique interrompue par la guerre, et entravée depuis 1918 par les facteurs économiques et politiques qui ont créé aux travailleurs une situation à laquelle ils ne se sont pas adaptés sans difficultés.

Ils se sont remis à la tâche.

L'inévitable spécialisation avec ses avantages et ses dangers signalés par M. Snouck Hurgronje; le développement des chantiers de fouilles et leur exploration de plus en plus systématique en Egypte, en Palestine, en Syrie, en Mésopotamie et en Turquie; la continuation des publications de textes et des comptes rendus de fouilles, ont amené un apport considérable de matériaux. Le bilan accuse une prépondérance de l'analyse sur la synthèse; d'où la nécessité d'un groupement des forces, d'une répartition concertée des activités dans les différentes disciplines, d'une collaboration internationale qui a donné déjà de si bons résultats là où elle a été mise en pratique.

La section d'assyriologie s'est placée, semble-t-il, au premier rang pour l'importance et l'intérêt des communications. MM. Frankfort, Jordan et von Oppenheim caractérisèrent les derniers résultats de l'exploration archéologique en Mésopotamie. La question sumérienne est dépassée par la question présomérienne. L'existence d'une brillante civilisation précédant la pénétration sémitique en Iraq n'est plus mise en doute. Il s'agit bien plus aujourd'hui de déterminer les antécédents de cette civilisation elle-même.

On lit depuis longtemps les textes cunéiformes hittites, mais les caractères hiéroglyphiques, représentations figurées, ont résisté jusqu'ici aux tentatives de déchiffrement. MM. Forrer et Gelb ont travaillé suivant des méthodes différentes à résoudre l'énigme. De la joute intéressante qui suivit leur exposé, il paraît résulter que ces deux savants sont arrivés à des résultats partiels très appréciables.

Dans le même ordre d'idées, le professeur H. Bauer a indiqué devant la 6<sup>e</sup> section le processus qui lui a permis de découvrir le secret des tablettes cunéiformes de Ras Shamra (Syrie septentrionale). Ces tablettes sont rédigées en caractères alphabétiques et en langue phénicienne. Au cours des fouilles poursuivies l'an dernier sur le même site, M. Schaeffer exhuma des documents du même type, parmi lesquels une épopée dont M. Viroilleud prépare la traduction. L'absence de M. Schaeffer qui avait annoncé une conférence avec projections sur sa dernière campagne, fut vivement regrettée.

Il a été question également des fameuses inscriptions sinaïtiques écrites en caractères alphabétiques hiéroglyphiques, en langue sémitique. Une expédition organisée en 1929-1930 dans le district minier du Sinaï par l'Université de Harvard a ramené au Caire plusieurs nouvelles inscriptions. M. Grimme, qui s'est fait une spécialité de ce champ récemment ouvert à l'activité des sémitisants, a présenté l'interprétation de trois d'entre elles, où il croit retrouver la mention du Sinaï.

La critique textuelle de passages déterminés fit l'objet de plusieurs mémoires dans la section de l'Ancien Testament. Il importe de signaler la communication de M. Canney sur l'anthropologie appliquée à l'Ancien Testament, et celle présentée dans la 6<sup>e</sup> section par M. Kappers qui a fait des observations du plus haut intérêt sur l'anthropologie comparée des races anciennes et modernes en Asie Mineure et en Syrie. Les sciences ont été également mises à contribution par le R. P. Schaumberger qui continue l'œuvre du regretté P. Kugler sur la chronologie assyro-babylonienne dans ses rapports avec les données astronomiques. Ce même problème chronologique a été étudié avec autorité du point de vue paléographique par le R. P. Deimel, de l'Institut Biblique Pontifical.

Les communications les plus utiles et les plus intéressantes furent incontestablement celles qui répondirent aux préoccupations dominantes du Congrès : déterminer où l'on en est dans les diverses disciplines, quels sont les matériaux dont on dispose, les travaux qui sont sur le métier, et se demander de quelle manière et par quelles méthodes on pourra les mener à bonne fin.

C'est ainsi que M. Lacau donna un compte rendu succinct des derniers travaux du Service des Antiquités en Egypte; M. de la Valette en fit autant pour l'Inde; M. Minorsky fournit un aperçu des études géographiques et historiques sur la Perse depuis 1900; M. Rechid Sawîet donna des renseignements sur les directives nouvelles de la turcologie et de l'histoire des anciens Turcs; Mgr Galbati fit connaître le fonds important des manuscrits arabes de la Bibliothèque Ambrosienne à Milan; la section de papyrologie s'occupait surtout de l'état des travaux de publication de plusieurs collections et de projets de bibliographie papyrologique.

D'autre part, les sinologues se comptèrent et se trouvèrent être plus de quarante. Dans leurs réunions improvisées, ils se concertèrent pour collaborer à d'importants travaux bibliographiques. Une communication faite à la 6<sup>e</sup> section sur la publication des inscriptions anciennes appartenant aux différents dialectes arabes donna lieu à des échanges de vues prolongés entre épigraphistes qui prirent la décision d'unir leurs efforts en se tenant en contact étroit, et présentèrent un vœu — adopté à la séance de clôture — tendant à assurer à l'Académie de Vienne le concours matériel des organismes savants des divers pays, pour lui permettre de publier un grand nombre d'importantes inscriptions inédites qui sont en sa possession. L'entr'aide internationale a été aussi demandée pour sauver la précieuse *Orientalische Bibliographie* du professeur Scherman, dont la disparition priverait les orientalistes d'un instrument de travail indispensable.

Bref, on a fait à Leiden de la besogne utile; on s'y est pénétré du fait que le développement de la spécialisation exige une solidarité de plus en plus étroite entre les hommes du métier, et cette solidarité elle-même est conditionnée par la collaboration internationale. Il n'est pas douteux que les semences jetées à Leiden auront germé d'ici trois ans, lorsque les orientalistes se retrouveront à Rome où ils se sont donné rendez-vous avant de se séparer.

\* \* \*

Mais on n'a pas fait que travailler dans la calme atmosphère de la petite ville universitaire. A la somptueuse réception des congressistes par le Gouvernement des Pays-Bas dans le cadre médiéval de la Ridderzaal à la Haye, en présence de S. A. R. le Prince Henri des Pays-Bas dont la souriante bonhomie apportait un témoignage de la faveur de la Couronne, M. Terpstra, ministre de l'Instruction publique, souhaitant la bienvenue aux membres étrangers, leur promit d'agréables diversions à leurs travaux dans le reposant décor des petites villes sillonnées de canaux, et des vertes campagnes mouchetées des taches claires du plantureux bétail, sous l'égide des pacifiques moulins à vent.

Cette hospitalité ne démentit pas son bon renom traditionnel. La municipalité de Leiden reçut le Congrès dans les salons de Lakenhal, transformé à l'initiative de quelques habitants en un petit musée Carnavalet. Une excursion en bateau aux lacs Kagermeer et Brasemermeer eût été un enchantement si le ciel avait daigné se montrer clément; enfin la visite des inestimables collections ethnologiques du Musée colonial d'Amsterdam fut en tous points réussie.

Depuis des siècles, l'orientalisme a été cultivé avec éclat à l'université de Leiden. Il n'est pas étonnant que les orientalistes s'y soient si bien trouvés chez eux.

GONZAGUE RYCKMANS,  
Professeur à l'Université de Louvain.



# L'astronomie

De toutes les sciences, la plus populaire et la plus captivante est sans contredit l'astronomie. Dans la grande famille scientifique, elle occupe une place de choix qui lui vaut d'être abondamment vulgarisée. Née, elle aussi, des besoins pratiques de l'homme, elle s'est évadée, très tôt, du domaine des nécessités matérielles pour conduire l'esprit humain sur les plus hautes cimes de la contemplation intellectuelle. Enchanteresse, le reproche immérité de sécheresse lui a été épargné; sécheresse qu'une critique incompétente impute trop volontiers à la science et qui, pour le savant, se mue en beauté sévère perceptible par une élite d'initiés. Sans doute serait-elle bien vite délaissée par bon nombre de ses admirateurs, s'ils devaient l'apprendre non auprès de vulgarisateurs habiles mais dans de savants traités ou, mieux encore, par le patient apprentissage et le laborieux maniement des instruments d'un observatoire. D'un côté, un exposé chargé de longs et pénibles calculs faisant appel aux notions mathématiques les plus élevées et les plus rebelles; de l'autre, un travail humble, tout de minutie et de patience, propre à décourager les énergies les mieux trempées. Schématisez l'histoire des recherches, condensez les résultats en une forme dégagée de toute mathématique, il vous reste un récit merveilleux, récit de rêve et de vision fantastique. En ce sens, on peut dire que la plume enthousiaste des vulgarisateurs de l'astronomie a mieux servi sa cause que les plus belles découvertes élaborées obscurément dans de savants observatoires.

Cependant, à côté de la minuscule phalange de ceux pour qui la joie de connaître se confond avec celle de vivre, d'autres, en plus grand nombre, ne voient en la Science qu'une machine sûre, à rendement matériel illimité. Une question brûle les lèvres de ces hommes à vue courte : A quoi sert l'astronomie ? Ils ne contestent pas la valeur des sciences physiques, chimiques ou médicales. Elles ont envahi la vie quotidienne et leurs progrès se mesurent par les avantages matériels qu'elles y ont apportés. L'astronomie, au contraire, est restée étrangère à l'homme et, si familiers que soient les phénomènes célestes, on peut les tenir pour indifférents. Dès lors, pourquoi subvenir au perfectionnement de l'outillage astronomique par des dépenses somptueuses qui grèvent les budgets ? Pourquoi entretenir un corps d'astronomes, si leur principale mission consiste à prédire une éclipse avec une précision admirable mais inutile ou à noter le passage d'étoiles que nous ne visiterons jamais et dont aucun message ne nous parvient ?

\* \* \*

L'astronomie est l'une des plus anciennes sciences. La science des nombres l'a certainement précédée : les premiers soucis de possession ou de propriété ont imposé à l'homme primitif la nécessité de pouvoir compter, et compter, n'est-ce pas créer la notion de nombre et, avec elle, les premiers balbutiements de l'arithmétique ? « Cependant, écrit M. Bigourdan, les premières notions d'astronomie doivent être considérées comme le patrimoine commun des primitives générations humaines, au moins de celles qui se sont élevées au-dessus de l'état sauvage. » Dès les premiers âges, l'homme aura naturellement porté son attention sur les phénomènes célestes. Le lever et le coucher du Soleil et de la Lune, les phases régulières de cette dernière, le mouvement diurne des étoiles, la fixité sur la voûte céleste de certaines d'entre elles et la fixité relative d'autres ou le groupement en constellations, autant de phénomènes qui auront frappé l'homme très tôt. De quelles rêveries les premiers pasteurs n'auront-ils pas accompagné

l'apparition et le coucher des astres ! C'est de ces rêveries qu'allait naître la science astronomique dont le but, bien modeste à l'origine, était de diviser le temps, prévoir le retour des saisons et, plus tard, guider la nef creuse du marin aventurieux. Telles sont les nécessités pratiques qui ont poussé à l'étude du ciel et à la recherche des lois du mouvement des astres.

L'Égypte, berceau du premier peuple historique, était un désert coupé d'une bande étroite la traversant du nord au sud, la vallée du Nil. Le fleuve, soumis à une crue annuelle, provoquait des inondations périodiques qui rendent le terrain submergé très fertile, constituant ainsi une source de richesses à la seule condition d'être prévues. Cette prévision exige la constitution d'un calendrier et même d'un calendrier assez exact. Ainsi, par exemple, un calendrier fixant pour l'année une durée de 365 jours au lieu de 365 1/4 jours entraîne une erreur d'un jour en 4 ans, de 25 jours en cent ans, de 175 jours en 700 ans, de sorte qu'au bout d'une période de 700 ans, cette minime erreur dans le calendrier aura pour effet de placer l'hiver en été et l'été en hiver. Seule, l'observation des astres pouvait fournir le calendrier désiré. L'agriculture, vassale du soleil, impose le choix de l'année comme unité naturelle de durée, unité cependant peu commode parce que trop grande. Des subdivisions de l'unité principale s'imposant, il en est deux auxquelles l'homme primitif pouvait difficilement ne pas recourir : la durée du mois lunaire et celle comprenant un jour et une nuit. C'est à l'observation qu'il appartenait de fournir le rapport de ces unités. Les anciens s'adressèrent donc naturellement au Soleil et à la Lune et constituèrent un calendrier solaire, lunaire ou luni-solaire suivant que leurs observations portèrent sur le mouvement du Soleil, de la Lune ou une combinaison de ces deux mouvements.

A leur tour, le jour et la nuit présentent un inconvénient fondamental, celui d'être, dans nos régions, extrêmement variables : ainsi, vers la mi-décembre, la longueur du jour est environ deux fois moindre que vers la mi-juin. Les anciens ne divisèrent pas, comme nous, le jour en 24 parties égales, mais en quelques parties très peu nombreuses et de durée fort inégale. « Ce sont, dit M. Bigourdan, les Accadiens de l'ancienne Chaldée qui, les premiers, divisèrent le jour et la nuit chacun en 12 parties égales ». Ces parties, que nous appellerons heures, étaient des heures temporaires, c'est-à-dire, de durée égale pour un même jour mais différente d'un jour à l'autre; par exemple, une heure d'une nuit vers mi-décembre était, sous nos latitudes, plus de deux fois plus longue qu'une heure d'une nuit prise vers mi-juin. Si les anciens connurent l'heure avec quelque précision, ce fut encore grâce aux observations astronomiques. Le jour, ils utilisèrent soit le gnomon ou tige verticale plantée en terre dont l'ombre variable due au Soleil servait à déterminer la hauteur de celui-ci au-dessus de l'horizon, soit le cadran solaire qui pouvait rendre les mêmes services; la nuit, ils déterminèrent l'heure par le lever ou le coucher des étoiles. Quant à la conservation de l'heure, les anciens ne disposèrent que de moyens de fortune. De nos jours, cela se fait au moyen du chronomètre que l'on contrôle en le confrontant avec le chronomètre d'une régularité parfaite qu'est la voûte céleste. Les anciens ne connurent ni nos montres, ni nos pendules à échappement; pour conserver l'heure durant la nuit, ils se servirent de sabliers ou de clepsydres, l'écoulement du sable ou de l'eau étant supposé proportionnel au temps écoulé.

Joignons aux avantages matériels cités celui de fournir l'orientation au voyageur ou au marin et, du coup, voilà décrit tout le côté utilitaire de l'astronomie. De l'astronomie primitive, m'objectera-t-on. Evidemment, nous connaissons avec une haute précision la durée de l'année tropique et de la lunaison et nous parlons du millième de seconde; cependant, si nous comparons l'astronomie primitive et la nôtre, nous constatons que son côté

utilitaire est resté le même et que les modestes services qu'elle a rendus à l'homme primitif sont encore ceux qu'elle rend à l'homme d'aujourd'hui.

\* \* \*

Ainsi, ce n'est pas là qu'il faut chercher la grandeur de l'astronomie. Non; si elle est grande, ce n'est pas pour les bienfaits matériels qu'elle a procurés à l'homme, mais bien plutôt parce qu'elle a préparé la voie aux autres sciences, servant ainsi l'esprit humain avec une constance et une réussite admirables.

La régularité parfaite des phénomènes célestes a habitué l'homme à rechercher dans la nature l'ordonnance d'un plan. Déjà, les Chaldéens, qui, les premiers, considérèrent attentivement le ciel, virent que la multitude des astres, loin d'errer capricieusement sur la voûte céleste, se déplaçaient avec un ordre parfait suivant des voies immuables. Avant tout calculateurs et d'esprit pratique, ils ne déterminèrent la position des astres que pour leurs besoins immédiats et leurs soucis astrologiques. C'est aux Grecs encore que revient l'honneur d'avoir élevé l'astronomie au rang de science rationnelle. Surtout géomètres, ils s'appliquèrent à représenter géométriquement les mouvements observés dans une longue suite de tentatives qui s'échelonnent depuis Thalès jusque Ptolémée en passant par le génial Hippargue. Ebauches imparfaites, bien sûr; premiers essais d'une science qui se tâte et qui, comme toutes les sciences d'observation, va, par retouches successives, essayer d'atteindre la vérité. Essais qui nous confirment l'existence des lois que le langage mathématique va traduire en formules simples et précises. Plus les observations se précisent, mieux ces lois apparaissent et plus le hasard disparaît des explications humaines. « Aristote, écrit Henri Poincaré, l'esprit le plus scientifique de l'antiquité, accordait encore une part à l'accident, au hasard, et semblait penser que les lois de la Nature, au moins ici-bas, ne déterminent que les grands traits des phénomènes. Combien la précision toujours croissante des prédictions astronomiques a-t-elle contribué à faire justice d'une telle erreur qui aurait rendu la Nature inintelligible! ». Plus tard, au XVII<sup>e</sup> siècle, c'est Képler et Newton qui formulent, l'un les lois du mouvement planétaire, l'autre celle de la gravitation universelle que, dans sa géniale prudence, il énonce : Dans l'univers, les choses se passent comme si les corps s'attiraient en raison directe de leur masse et en raison inverse du carré de leurs distances. Loi qui satisfait le rêve humain de simplicité — infirmité de la raison ou réelle simplicité de l'Univers, qu'importe! — et dont l'universalité s'est manifestée jusque dans les plus lointaines régions fouillées par nos télescopes. Avec une audace nuancée de prudence, l'astronomie entreprend la conquête de l'Univers par un sévère dépouillement de ses registres de population. La lunette est inventée et les progrès de la physique permettent à l'astronomie de prendre un essor insoupçonné. Plus les télescopes se perfectionnent, plus l'Univers connu recule ses bornes. Plus près de nous, l'enregistrement des astres par la plaque photographique montre à l'homme confondu des milliards d'étoiles, augmentant dans la proportion du million la puissance de l'œil humain. Les distances de quelques-uns de ces astres sont mesurées; elles se révèlent étonnamment grandes, confondant l'imagination au point que l'homme ne sait ce qu'il doit le plus admirer soit le nombre prodigieux des étoiles, soit la parcimonie avec laquelle le Créateur en a peuplé l'univers. L'astronomie fait encore à l'homme une haute leçon de modestie en lui montrant la minime place qu'il occupe dans l'espace et en le dépouillant des préjugés anthropocentrique et géocentrique nécessaires aux premiers âges mais aujourd'hui surannés. Et ainsi, tant de succès nous aident à comprendre que l'univers est un plan réalisé et que, malgré

ses petites et ses faiblesses, l'homme est grand par son esprit qui lui livre le secret de ce plan.

Pendant de nombreux siècles, toute la recherche astronomique s'est portée sur la planète où nous vivons et nos proches voisins du ciel. De nos jours, la scène s'est déplacée et les astres les plus lointains ont été étudiés. On leur a demandé de fournir leur énigme, longue suite de succès ou d'échecs douloureux. D'autres sciences, plus jeunes, ont pendant ce temps progressé à pas de géants et les observations physiques nous ont ouvert le domaine de l'infiniment petit, nous montrant la place intermédiaire que l'homme occupe entre l'étoile et l'atome. Les progrès de ses sœurs cadettes ont rejailli sur l'astronomie et ont révélé entre les sciences une unité que l'on n'osait soupçonner.

Voilà pourquoi l'astronomie est vraiment grande; elle est grande, parce qu'elle est belle; elle est grande, parce qu'elle a soutenu les autres sciences dans leur élan et facilité leur œuvre en imposant à l'homme la notion de loi naturelle lui faisant, selon la belle expression d'Henri Poincaré, « une âme capable de comprendre la nature ».

\* \* \*

Enfin, faut-il l'ajouter, la valeur esthétique de l'astronomie est considérable. A côté de ceux qui font progresser la science, poussés par l'impérieux désir de toujours connaître davantage, d'autres puisent dans l'astronomie l'aliment d'une imagination destinée à périr par le seul jeu desséchant des habitudes et des petites quotidiennes. L'immensité du ciel, la diversité apparente de ses habitants, l'unité réelle des forces en feu et des constituants ultimes de la matière, la coexistence de l'infiniment grand et de l'infiniment petit sont autant de faits générateurs de réflexions et de satisfactions intellectuelles. Plaisirs sans lesquels la vie vaudrait moins d'être vécue et dont l'humanité est redevable à l'astronomie.

E. HEUCHAMPS,

Docteur en sciences physiques et mathématiques.  
Ancien élève de l'École Normale Supérieure  
de Paris.

## Le baron Firmin van den Bosch

Un petit livre du baron Firmin van den Bosch projette sur l'écran du passé de savoureux souvenirs de jeunesse et de piquantes anecdotes (1). L'humour habituel de l'abbé Omer Englebert a commenté ici-même (2) le côté pittoresque de ce film, que relèvent d'intéressantes perspectives sur l'histoire politique et littéraire de la génération âgée de vingt ans au moment de la grande victoire catholique de 1884. Il reste quelque chose à dire de l'auteur même, qui s'est modestement appliqué à mettre en vedette les faits et gestes de ses contemporains.

Firmin van den Bosch fut un de ces catholiques conquérants qui, dès leur entrée dans la vie universitaire, se jetèrent dans la mêlée des idées. Ils luttèrent à la fois contre les adversaires de l'Eglise et, dans leur propre camp, contre les retardataires et les timides, habitués à agir en vaincus et effarés de cette turbulence juvénile qui bousculait leur placidité.

Le caractère combattiv et prime-sautier de Firmin van den Bosch

(1) Sur l'écran du passé, 108 pages. Éditions Rex, Louvain. 8 fr.  
(2) Cf. Revue catholique des idées et des faits, 21-28 août.

et son ardent amour des belles-lettres le prédestinaient à devenir un brillant chef de file de la jeune littérature catholique.

Les belles-lettres conduisent à tout et, dès ses premiers pas dans la carrière, on pouvait prévoir qu'elles mèneraient loin ce jeune conquistador. Il s'élançait dans la vie avec tant d'audace et de confiance! Elles le menèrent, de degré en degré, aux plus hautes magistratures, pas aux magistratures assises bien entendu, mais aux magistratures debout, ou mieux itinérantes, fécondes en glorieuses aventures. L'ancien procureur du Roi à Termonde, l'avocat général à Gand appareilla un beau jour pour l'Égypte, où il gravit avec éclat les plus imposantes pyramides des Juridictions mixtes.

J'ai raconté ailleurs (1) le prestige dont il jouissait au Caire, où il occupa le poste de Procureur général. Je ne reviendrai pas non plus sur les missions dont, pendant la guerre, le gouvernement belge le chargea en Orient, où il défendit, dans des circonstances solennelles, l'honneur et les intérêts de la Belgique. Cela, il le contera sans doute lui-même dans le volume *Vingt Ans d'Égypte*, dont on annonce la prochaine apparition.

De cette longue et féconde croisade, il est revenu, comme un chevalier du moyen âge, chargé de gloire, de beaux souvenirs de batailles et d'une... baronnie, qui lui sera plus légère à porter que celle de Villehardouin à Messinople.

Avais-je raison de prétendre que les lettres mènent loin? Et je le répète sans sourire. Car, si la littérature ne fut, dans la vie de ce juriste, qu'une fenêtre ouverte sur la beauté des âmes et des choses, il est certain que, sans elle, sa vie eût été celle d'un paisible magistrat sédentaire.

Elle lui a donné la culture générale indispensable pour jouer un rôle influent dans une carrière internationale. Elle a entretenu en son imagination le rêve des grandes résolutions et l'idéal d'une vie droite et généreuse. Elle a exalté, à travers les vicissitudes de la destinée, le panache de beauté du chevalier sans peur et sans reproche. Et si, à chaque page de ces souvenirs, éclatent cette eunesse de cœur et cet amour du trait spirituel et des finesses du style, c'est encore au culte persévérant de l'esthétique qu'il le doit.

Avec quel plaisir il passe en revue ses jeunes années, et les multiples amitiés qui se groupèrent si naturellement autour de sa pétulante ardeur, jusqu'à ce que la vie les dispersât dans la politique, dans la littérature, dans l'art, dans la magistrature. Presque tous ses amis — une pléiade de futurs grands hommes — conqui-

rent, dans les domaines les plus divers, les premières places. Pour nous, qui devons à notre âge d'avoir rencontré les disparus et de connaître les survivants, l'intérêt est d'autant plus vif à voir ressusciter leur jeunesse, sous une plume aussi habile à croquer de véridiques portraits.

Mais tout revit dans ce film évocateur d'un passé encore proche.

Le Séminaire de Saint-Trond, l'Université de Gand, avec l'ineffable M. Wagener, la fièvre des jeunes revues et les fameux *Coups de plume* (que de chemin parcouru depuis lors!), l'abbé Moeller et sa *Durendal* qui nous manque toujours, la Jeune-Belgique, dont tous les collaborateurs prennent figure de héros (les souvenirs de jeunesse, comme ceux de voyage, ne retiennent volontiers que les beaux côtés), les hommes politiques, Jules van den Heuvel, Paul de Smet de Naeyer, Albert Nyssens, Jules Renkin, Henry Carton de Wiart, Léon de Landtsheere, excellente galerie de portraits vivants et sympathiques; enfin, une série de figures d'hommes de lettres français en rapport avec les Belges: cela forme une contribution, riche en épisodes, à l'histoire de la renaissance de la littérature catholique en Belgique.

Cette histoire mériterait d'être écrite *in-extenso*, pour que justice soit rendue à ce mouvement. On parle toujours de la Jeune-Belgique, comme si elle avait été seule au combat. Cependant, dans le réveil de notre littérature, les catholiques ont joué — un peu après la première trouée opérée par l'équipe de Max Waller — un rôle magnifique, systématiquement sous-évalué dans les manuels.

Le *Magasin littéraire*, le *Drapeau*, la *Lutte*, de Georges Ramaekers, le *Spectateur catholique*, d'Edmond De Bruyn et de Victor Kinon, et *Durendal*, qui tint bon jusqu'à la guerre, furent les étoiles qui indiquèrent aux intellectuels catholiques le chemin de l'art au service de Dieu. Cela valait bien « l'art pour l'art », alors le cri de guerre des autres.

M. Firmin van den Bosch, qui trace ici en lignes aussi sapides que rapides la trajectoire de ces étoiles — parfois trop filantes! car elles s'éteignaient bientôt dans l'indifférence de la masse — ne pourrait-il, un jour, raconter cette épopée plus au long, pour l'édification de notre jeunesse catholique? L'histoire en est presque totalement inconnue de la dernière génération, née à la vie intellectuelle après la guerre et qui n'entend, dans les cours de littérature, que le couplet obligatoire sur les prouesses — très brillantes d'ailleurs — de la Jeune-Belgique.

PAUL HALPLANTS.

## Les idées et les faits

### Chronique des idées

#### Frère-Orban

Il n'y a rien d'aussi dramatique dans notre histoire politique et parlementaire que la chute de Frère-Orban. Colosse aux pieds d'argile, il s'est effondré littéralement au terme de sa carrière, et, pour rappeler une autre image biblique: « J'ai vu l'impie dresser sa tête altière comme le cèdre du Liban, j'ai passé, il n'était déjà plus ». Il a fallu trente-cinq ans d'efforts pour faire pousser la statue sur le boulevard d'Avroy de la ville dont il fut l'idole, le demi-dieu pendant près d'un demi-siècle. Sa tombe fut scellée par l'universel oubli et c'est, pour bonne part, grâce à la révision de notre panthéon national, qu'imposa la célébration du Centenaire de la Belgique indépendante, que l'on est parvenu à exhumer sa mémoire. Son historien, qui fut son panégyriste officiel à l'inaugura-

tion du monument, Paul Hymans, son fils spirituel, l'héritier du manteau du prophète, n'est parvenu, à la fin du tome second de sa biographie, paru en 1910, qu'à l'année 1869 d'une vie prolongée jusqu'en 1896 et s'est arrêté là, comme s'il avait eu conscience que cette histoire ressemblait à un chapitre de la préhistoire et que l'historiographe du grand homme n'était que l'embaumeur d'une momie. Au fond, c'est l'éternelle histoire des ennemis du Christ. Il a fait la guerre à Dieu, à son Christ, Dieu l'a sifflé.

Parti d'à peu près rien, né sur le seuil de la Loge de la *Parfaite Intelligence* — dont son père était l'humble concierge — baptisé d'ailleurs à l'église tout proche de Saint-Servais, le 24 avril 1812, il devait monter très haut, au sommet du pouvoir, régenter son parti et le pays même en ministre autocrate, pour être, au terme de sa carrière, précipité jusqu'à l'humiliation de mordre la poussière dans l'arène politique, en cédant la place à un obscur démagogue.

De quelle ascendance tenait-il cette supériorité intellectuelle qui le marque comme une exception unique dans sa modeste

(1) *Autour de la Méditerranée*, p. 146 et p. 195.

famille, dans la lignée d'ouvriers armuriers dont il est issu? Mystère. Il arrive que Dieu dispense le génie même, comme un présent de nul prix, à ceux-là qui le tourneront contre lui.

De qui tient-il son indomptable vouloir, l'hypertrophie du moi, sur incommensurable orgueil? Mystère. Dès l'âge de huit ans, sur les bancs de la petite école de M<sup>lle</sup> Jamar, le petit Walthère impose sa volonté impérieuse à tous ses compagnons. A l'Université, pour briser la résistance des camarades, parmi lesquels Malou, qui sur un article d'un règlement à établir pour leur cercle d'agrément opinait dans un sens contraire au sien, il les boucle dans la salle, met la clef en poche et, bondissant sur le billard, armé d'une queue rencontrée, leur signifie qu'ils ne sortiront pas avant d'avoir adopté sa proposition.

Il est remarquable par ailleurs que sa première enfance s'enveloppe d'influences chrétiennes. Pour mère, une catholique fervente, Rosalie Boucher; pour première institutrice, M<sup>lle</sup> Jamar, ancienne religieuse; pour premier laurier, un prix de catéchisme, pour premier argent gagné, la minuscule prébende d'acolyte à l'église paroissiale. Mais ces premiers linéaments seront vite effacés. S'il n'a pas été bercé sur les genoux d'une duchesse, comme il s'en vanta un jour, il fut caressé sur les genoux de la Veuve. Il fut l'élève privilégié d'un exilé français, directeur d'une école normale à Paris, inféodé à la maçonnerie, Lafouge, qui s'éprit de l'enfant, de l'adolescent, lui fit faire ses études primaires, secondaires en l'imprégnant des idées de la Révolution française, en le coulant dans le moule maçonnique. Il baignait, au reste, habitant la Loge, dans une atmosphère saturée de l'esprit anti-religieux, les spectacles dont il fut le témoin, les discours qui retentirent des colonnes du temple jusque dans la conciergerie, les vénérables et les orateurs avec lesquels il entra en relations: tout ce milieu dépravant lui inspira le mépris transcendant de la religion, alluma sa haine de l'Eglise, de la Papauté, du Christ lui-même. Son déisme, dernier résidu de sa première formation chrétienne, dut se dissoudre dans un vague panthéisme.

L'orangisme était trop en faveur chez les maçons admirateurs de la politique persécutrice de Guillaume pour que le jeune Frère se lançât avec les Lebeau, les Rogier, les de Gerlache, les Devaux dans le mouvement unioniste d'insurrection d'où allait sortir notre indépendance. Il s'en désintéressa. Plus maçon que patriote, il se fit recevoir à la Parfaite Intelligence, à dix-huit ans, en 1830. Il déserte la Patrie, et comme la Révolution de Juillet rouvrirait à son maître les portes de Paris, il partit avec Lafouge et passa un an dans la capitale, pour ne faire qu'une courte apparition à Liège, se montrer dans la garde urbaine où étaient mêlés orangistes et patriotes et figurer à la garde d'une porte au jour de l'assaut du faubourg Sainte-Walburge. Il repartit aussitôt, demeurant chez les Laforge et donnant des leçons dans une école libre pour se créer quelques maigres ressources.

Par Lafouge, il fréquenta chez Jules Janin, Sainte-Beuve, Victor Hugo. Il y plastronna, respira l'air empoisonné de la libre-pensée, tandis que se forgeait ici, laborieusement, la Belgique indépendante. Il rentrera d'ailleurs en 1831, fier comme Artaban.

Etudiant en droit, il bat tous les records: en la même année 1834, en moins de huit mois, il a conquis son diplôme d'avocat: candidat en lettres, le 14 février, en droit le 5 août, à Liège, proclamé docteur le 29 octobre, à Louvain, encore Université de l'Etat. Au cours de ses études, il avait donné au théâtre une comédie, rapportée de Paris, qui n'ajoute rien à sa gloire. Il collabore à un journal avancé, il prend place au barreau, il fait figure de jeune avocat radical, avec idées avancées en politique, poulaïn frémissant prêt à sauter toutes les barrières.

Et voici soudain, en 1836, que l'effervescent démocrate, d'allure assez fruste, d'accent passablement grossier, à en juger par sa comédie: *Une Coquette*, de mise ordinaire, va se muer en homme du monde accompli, d'allure distinguée, de noble accent, de mise soignée, en arbitre des élégances, en avocat d'affaires, administrateur de l'Hospice, frayant avec la société industrielle, passionné pour l'économie politique et les questions financières.

Quelle baguette magique l'a touché? Son mariage, en 1835, avec Claire-Hélène Orban, la fille de Henri-Joseph Orban, l'un des plus puissants industriels du bassin liégeois, libéral modéré, orangiste loyal, membre du Congrès national où il avait eu le courage de voter contre l'exclusion à perpétuité des Nassau.

Joseph Demarteau, dans le précieux opuscule qu'il a consacré à la vérification du premier tome de la biographie de Frère-Orban, a montré avec une pénétrante sagacité, l'influence considérable

de ce mariage sur la destinée de l'homme d'Etat, notamment sur l'orientation de sa politique économique. Sans chercher à diminuer les incontestables mérites du grand ministre qui a supprimé l'octroi, créé le Fonds communal, la Banque Nationale, équipé notre système financier, donné au commerce, à l'industrie par le libre-échange gradué, une longue prospérité, l'auteur de la brochure montre qu'en toutes ces brillantes initiatives, le ministre qui géra longtemps le département des Finances ne fut que le continuateur de Henri-Joseph Orban et le réalisateur de ses idées.

Il a rappelé aussi que converti par son mariage à l'étude approfondie des problèmes économiques, il avait résolu, en 1839, de ne jamais briguer un mandat public.

Mais, en 1840, il entra au Conseil communal, bientôt après à la Chambre. Il était ministre en 1847.

Ce n'est pas seulement l'économiste, hélas, qui fit son entrée dans la politique, c'est le jacobin impénitent, le franc-maçon fidèle jusqu'au bout, l'adversaire de l'Eglise.

On sait que le Congrès libéral de 1846, tenu à l'hôtel-de-ville de Bruxelles, fit la cassure nette entre l'unionisme et le libéralisme exclusif et antireligieux. Dès son arrivée au pouvoir, Frère-Orban fut l'exécuteur de ce programme. C'est lui surtout qui infusa à son parti l'esprit d'hostilité à la religion et alluma dans son sein la haine contre l'Eglise. La transformation fut rapide. La génération des Lebeau, des Devaux, des Rogier ne tarde pas à s'effacer devant celle qui reconnaît en Frère-Orban son inspirateur, son chef, son maître obéi, son dictateur.

Charles Terlinden l'a justement observé dans l'*Histoire de la Belgique*, (tome II, pp. 105-106): « Le parti libéral que nous avons vu passer de l'unionisme à l'exclusivisme avec Devaux, passait du doctrinarisme religieux de Lebeau, de Rogier et même de Verhaegen au doctrinarisme anti-religieux de Frère-Orban.

C'est avec celui-ci que le parti libéral, doctrinaire encore en politique, allait devenir radical au point de vue religieux. »

Au reste, il sait composer son personnage, il a pris l'allure et l'accent solennel d'un Royer-Collard, il porte haut sa tête altière surmontée du légendaire toupet qu'il édifie à grand soin, il écrit ses discours d'une admirable clarté en matière économique, trop pompeux, souvent déclamatoires en matière politique, car il se défie de la passion qui couve en lui comme une lave de volcan, il se drape dans la phraséologie maçonnique, dans l'emphase hypocrite qui dissimule sous le manteau, sous le prétexte de l'indépendance du pouvoir civil à sauvegarder, à défendre contre ceux qui ne l'attaquent pas, la lutte incessante contre l'action sociale de l'Eglise et la puissance spirituelle.

A de rares échappées près, il se contient en prenant les grands airs de modération, de tolérance qui leurrent si facilement les assemblées et il abandonne à Bara, son fidèle Achate, le ton gamin et gouailler.

Partisan du libre-échange en économie politique, du libre-examen dans la sphère religieuse, il est adversaire acharné des libertés de l'Eglise. Il faut sourire, en entendant M. Paul Hymans réclamer pour son héros la passion de la liberté. Il faut oublier qu'il suscita l'émeute au cri de: A bas les couvents! contre la liberté des fondations, contre la liberté de la charité. Il faut oublier la guerre impie qu'il a menée contre la liberté de l'enseignement. Il faut oublier qu'il a toujours professé le dogme de la statolatrie.

On reste étonné de l'indigence philosophique de ce brillant esprit. Sa culture ne débordait pas l'orbe étroit de l'humanitarisme le plus vulgaire, le plus romantique. Il croyait dur comme fer au progrès, à l'ascension morale, sociale, politique des masses par la seule vertu magique de l'instruction! S'il y a une théorie qui a fait banqueroute, c'est bien celle-là. Toute notre histoire contemporaine jusqu'à l'invention de la guerre scientifique a donné des démentis sanglants à cette turlutaine qu'il suffit de détrôner la Religion et de la remplacer par la Science pour faire une humanité affranchie des servitudes de la matière et capable de tous les progrès. On peut monter très haut en avion, même dans la stratosphère et descendre très bas dans l'immoralité, la haine, l'égoïsme sans entraves.

Comment un Frère-Orban n'a-t-il pas compris qu'en créant l'école neutre, l'école sans Dieu, il faisait le lit du socialisme, qu'en éteignant les lumières du ciel il allait plonger le peuple dans les plus épaisses ténèbres, qu'en le coupant de Dieu, il débridait les passions révolutionnaires, désormais sans frein!

Il faut, je crois, fixer son apogée à l'époque de 1869-1870, proche du fatal déclin. Certes, il fit grande figure sur ce théâtre

périlleux de Paris. Il sut défendre avec une habileté tenace la cause de la Belgique, dans l'affaire du chemin de fer luxembourgeois, contre la perfidie des tendances annexionnistes de Napoléon III. Rouher avoua qu'il avait rencontré dans les discussions « la barre de fer » du ministre belge. On lui a reproché à tort dans un quotidien bruxellois, en s'appuyant sur un dire d'Émile Olivier, d'avoir fait échouer la proposition Rogier relative au rachat du Grand-Duché. Frère, pleinement d'accord avec le Roi, avait d'excellentes raisons de ne pas éveiller les susceptibilités françaises.

Il revint de Paris, sacré grand homme d'État, aux yeux de l'Europe. Néanmoins, à dater de ce moment, sa suprématie commença à être contestée, quoique son rôle restât considérable jusqu'en 1882. Puis dix années de déclin rapide jusqu'à l'échec de 1894, qui fut le châtiement de sa politique aveugle, lamentable échec, à Liège, son fief, sa citadelle où son ascendant paraissait invincible.

Et puis le triste couchant, la solitude qui se fait chaque jour plus froide, la mort enfin sans les clartés de la foi, dans la nuit de la désespérance.

L'empereur Sévère, surpris à York par une implacable maladie disait à l'ami qui soutenait sa tête accablée : *Omnia fui et nihil expedit, j'ai été tout et rien ne vaut*. Ce sont bien ces paroles de désolation que Frère-Orban dut murmurer devant les envahissements de la mort. Il avait eu ses heures de royauté envivante et tout cela, cette éloquence superbe qui subjuguait les Chambres, déchâna un jour une révolution, toute cette longue hégémonie qui courbe sous une volonté de fer le parti libéral, tout cela s'était évanoui en fumée.

Les recueils de ses fameux discours moisissent dans les fonds de librairie et prennent le chemin de l'épicière. Personne ne se réclame de lui. Pourquoi? C'est ce que M. Paul Hymans, malgré l'entassement de ses volumes ne nous dit pas et c'est bien simple cependant.

Frère-Orban fut la personnification éclatante de la bourgeoisie voltairienne irréligieuse, adoratrice du veau d'or et jouissant d'une prépondérance qui fut culbutée par l'avènement du socialisme.

De cette classe qui triompha en France, en 1789, y succomba en 1848, et plus tard en Belgique, Frère avait tous les préjugés, toutes les aspirations, surtout le mépris de la religion. Il l'avait puisé à la Loge et à Paris, il pensait là-dessus comme Bérenger et Paul-Louis Courrier. Sans idéal, sans foi, il ne fut que le défenseur de la ploutocratie bourgeoise, il devait sombrer avec elle.

A cette haute intelligence, à cet orateur magnifique, à ce maître d'hommes, il n'a manqué que Dieu, et Dieu c'est tout.

J. SCHYRGENS.

finissable, mais de vital, « le Secret des Mystères », était, criaient-ils, menacé. L'idée ne leur venait pas que le *mysterium fidei* n'est pas moins un mystère pour le prêtre qui célèbre la messe que pour le fidèle qui la suit; l'idée ne leur venait pas non plus que de tout ce que nous pouvons connaître de ce mystère, la révélation n'a jamais été réservée aux clercs; ni enfin qu'un premier communiant en peut savoir aussi long, sur la mystérieuse hostie qu'il reçoit, que le prêtre qui la lui donne. Jeux de mots que tout cela, équivoque perpétuelle, et, pour parler franc, poudre aux yeux.

Un seul problème : pendant que les pamphlets crépitaient pour ou contre les traductions de la messe, que pense, que veut l'Église?

Il n'est que trop vrai, au mois de décembre 1660, *Mazarino consule*, l'Assemblée du Clergé de France défendit, sous peine d'excommunication, la lecture du Missel romain, mis cette année même en français par Joseph de Voisin — quatre volumes — et approuvé — n'oublions pas ce détail qui a peut-être beaucoup d'importance — par les vicaires généraux qui gouvernaient, au nom du cardinal de Retz, le diocèse de Paris. « Les prélats, non contents de défendre le livre, écrivirent à tous les évêques du royaume pour les prier d'en faire autant... et au Pape (Alexandre VII) pour l'engager à appuyer leur décision de l'autorité apostolique. Ils disent, dans leur lettre, qu'il n'y a rien de meilleur... que la parole de Dieu, et dans un autre sens, rien de pire... » « D'où l'on doit conclure, Saint-Père, ajoutent-ils, que la lecture de l'Évangile et de la Messe donne la vie aux uns et la mort aux autres, et qu'il ne convient nullement que le Missel ou le Livre sacerdotal, qui se garde religieusement dans nos églises sous la clef et sous le sceau sacré, soit mis indifféremment entre les mains de tout le monde. » Aussi, ajoute Dom Guéranger, « et pour qu'il ne manquât rien à la solennelle réprobation de l'attentat qui venait d'être commis contre le mystère sacré de la Liturgie, un Bref d'Alexandre VII, du 12 janvier 1661, vint joindre son autorité irréfutable à la sentence (gallicane)... Le Pontife s'exprime ainsi : « Il est venu à nos oreilles, et nous avons appris avec une grande douleur que, dans le royaume de France, certains fils de perdition, curieux de nouveautés pour la perte des âmes, au mépris des règlements et de la pratique de l'Église, en sont venus à ce point d'audace que de traduire en langue française le Missel romain, le mettant ainsi à la portée des personnes de tout rang et de tout sexe, et, par là, qu'ils ont tenté, par un téméraire effort, de dégrader les rites les plus sacrés, en abaissant la majesté que leur donne la langue latine, et exposant aux yeux du vulgaire la dignité des mystères divins ». Suivent de nouveaux développements et la condamnation solennelle que Dom Guéranger a cru nécessaire de reproduire tout au long.

Ainsi commença, et d'une manière foudroyante, une campagne qui ne s'apaisera tout à fait qu'avec la fin de l'Ancien Régime. Évidemment ce Bref nous étonne un peu, et nous essaierions en vain de partager l'allégresse triomphante que Dom Guéranger éprouvait à le transcrire. La première idée qui vienne en de pareils cas est d'envoyer un message de détresse aux casuistes. Peut-être nous répondraient-ils d'abord que, dans n'importe quelle décision doctrinale, et à plus forte raison disciplinaire, il faut distinguer de la sentence elle-même les considérants qui l'appuient, et qu'ici, par exemple, nous ne sommes pas tenus de croire que si l'Église veut qu'on célèbre la messe en latin, c'est pour en cacher le mystère aux simples fidèles. *Odiosa restringenda*, diraient-ils encore : la condamnation de tel missel particulier n'atteint pas d'avance tous les travaux analogues, qui, dans la suite des temps, viendraient à paraître. Voisin aurait pu commettre des contresens fâcheux, insérer des gloses suspectes. Aussi bien faut-il ne pas confondre un Missel proprement dit, et en cinq gros volumes, avec la mince plaquette où se trouverait uniquement la traduction de la messe. On doit tenir compte aussi des circonstances très particulières où se trouvait le catholicisme français, depuis la propagande protestante, et de l'étrange contamination, si l'on peut dire, que cette lutte rendait presque inévitable. Il semble en effet qu'on ait associé dans une même réprobation les traductions de la Bible et celles des prières liturgiques (messe ou bréviaire). Confusion qui nous paraît invraisemblable, mais que Dom Guéranger trouvait encore toute naturelle, au milieu du siècle dernier. « Nous assimilerons, écrivait-il, aux versions de l'Écriture prohibées toute traduction du Canon de la messe qui ne serait pas accompagnée d'un commentaire qui prévienne les difficultés. » Et il y même jusqu'à prétendre qu'une traduction du Canon est encore

## FRANCE

### Une guerre de religion sous l'Ancien Régime

Dans le dernier numéro de la Revue de Paris, l'abbé Henri Bremond, de l'Académie française, rappelle les luttes passionnées livrées au XVII<sup>e</sup> siècle sur « la meilleure manière d'entendre la Sainte Messe ». Nous en détachons ces extraits :

Il n'y a là, très certainement, que deux partis en présence : les uns qui veulent la messe, toute la messe, à la portée de tous, la messe pour tous; les autres, pour quelques-uns, c'est-à-dire pour qui a reçu le pouvoir de consacrer et pour qui sait le latin. D'un côté, la notion démocratique, et de l'autre, aristocratique, de la messe. Qu'on me pardonne l'utile vulgarité de ces termes. J'ai déjà rappelé que nous avions aujourd'hui beaucoup de peine, je ne dis pas à prendre parti dans cette controverse, mais à imaginer qu'on ait eu jadis à prendre parti. Les faits sont là néanmoins, et les textes, d'une clarté sans pareille. La vraie question, celle qui fut soulevée la première et tranchée la dernière, a toujours été de savoir si, oui ou non, le commun des fidèles a le droit de suivre mot par mot toute la messe; ou, ce qui revient au même, si l'on doit approuver ou exorciser la traduction de l'Ordinaire de la messe en langue vulgaire. Question qui n'en est plus une aujourd'hui pour personne.

Ils combattaient, disaient-ils, pour « le Secret des Mystères » : mot d'ordre aussi confus qu'étincelant, qui exaltait à leurs propres yeux leur invraisemblable croisade, et qui avait aussi l'avantage de semer l'alarme parmi le peuple fidèle. Un je ne sais quoi d'indé-

plus scabreuse qu'une traduction de la Bible. Mais, pas une fois, ni lui ni les autres ne prennent la peine de marquer les passages de ce Canon, aussi limpide et sobre qu'auguste, d'où peuvent sourdre ces mystérieuses « difficultés », et dont les complications justifieraient une si vive panique.

Au reste, pas n'est besoin de tant épiloguer, s'il est vrai, comme on l'a toujours cru chez nous avant Dom Guéranger, qu'en cette circonstance la religion d'Alexandre VII a été indignement surprise, et que le Bref n'atteint qu'un fantôme, imaginé de toutes pièces par l'astuce de Mazarin. Celui-ci, nous dit-on, « avait besoin de détourner le Pape de prendre contre lui les intérêts du cardinal de Retz, et, pour se faire un mérite auprès de ce Pape, il fit donner avis à Rome qu'il avait découvert — ce qui était une fausseté manifeste — qu'on n'avait traduit la messe en français que dans le dessein de faire dire la messe en langue vulgaire; mais que, sans éveiller ce dessein qui était encore bien caché, il empêcherait bien que cela ne fût; parce qu'il ferait en sorte, par le pouvoir qu'il avait dans le Clergé, que l'Assemblée générale qui se tenait alors (1664) condamnerait cette traduction... On le remercia de son avis, et on lui promit merveille, pourvu qu'il fit avorter le dessein de dire la messe en français. Il y travailla selon le plan qu'il en avait fait. L'Assemblée, qui se tenait depuis six mois, sans avoir trouvé à redire à la traduction du missel, quoique M. Voisin leur en eût parlé, ne pensa à le condamner qu'après en avoir été sollicitée, au nom du cardinal Mazarin, par Ondedi, évêque de Fréjus, qui était le courtier de la vente des bénéfices pour ce cardinal ».

J'abandonne à la critique des érudits ces affirmations vingt fois répétées et qui, autant que je sache, n'ont jamais été contredites. Tout les rend infiniment vraisemblables, le duel entre Mazarin et Retz, et l'histoire trop connue, et si peu glorieuse, de l'Assemblée de 1660, et le ton même du Bref. Le Saint-Père veut manifestement parer à une catastrophe imminente. Tout se passe, comme si on lui avait fait croire que les catholiques français, sourdement travaillés par Voisin et quelques autres *fili perditionis*, étaient à la veille de réclamer la récitation même de la messe en langue vulgaire. Chantage, escroquerie, mystification, je ne sais quel nom donner à une manœuvre de ce genre.

Si Alexandre VII avait su que les traductions de la messe allaient se multiplier, depuis plus de cinquante ans, dans le royaume très chrétien, il aurait peut-être maintenu sa décision : il n'aurait certainement pas écrit que le Missel de Voisin était une nouveauté scandaleuse : *novitatem istam perpetui Ecclesiae decoris deformatricem... schismatis... facile productricem...*

Aussi bien l'amnésie est-elle un des privilèges de notre Eglise gallicane. Nos prélats assemblés ne se rappellent que ce que l'intérêt du moment — un sourire de Mazarin; une menace de Louis XIV, — leur fait un devoir, pressant et présent, de se rappeler; et pour l'oublier aussitôt. Les gens qu'ils tuent persévèrent à se porter le mieux du monde. Foudroyé par l'assemblée de 1660, raconte mélancoliquement Dom Guéranger, ce Missel de Voisin « continua de se vendre publiquement... En 1662, l'audacieux traducteur publia l'*Office de la Semaine sainte*, qu'il fit précéder de la traduction française du Canon de la messe. Les Assemblée du Clergé de 1665 et de 1670 désavouèrent par leur silence la conduite des prélats de 1660; elles jugèrent, comme dit avec triomphe le D<sup>r</sup> Arnauld, qu'il était de l'honneur du clergé de ne point réveiller une affaire si mal entreprise ». — Eh! Eh! ce n'est pas si mal dit.

Quant au Bref d'Alexandre VII, on l'avait également oublié, mais tout à fait, et encore plus vite que la condamnation de 1660. « Il n'a jamais été porté au Parlement, écrit Bossuet, ni les lettres patentes vues. On n'y a eu en France aucun égard à ce Bref. » Sur quoi Dom Guéranger se récrie, et non sans raison, mais sans remarquer non plus, comme il aurait dû le faire, que Rome, où l'on ne tremblait pourtant ni devant Louis XIV, ni même devant les Assemblées du Clergé, que Rome, dis-je, ferma toujours les yeux sur une désobéissance qui n'avait certainement rien de schismatique, puisqu'elle s'ignorait elle-même en quelque sorte, et qui allait, du reste, éclater bientôt, avec une candeur désarmante, pendant les années qui précédèrent immédiatement la révocation de l'Edit de Nantes.

Au moins depuis Luther et Calvin, tout ce qui touche au langage de la prière passionnée jusqu'à la troubler la conscience religieuse d'un grand nombre. Lorsque Newman, qui n'était pas un petit esprit, se convertit au catholicisme, un de ses plus durs sacrifices

fut de renoncer à la splendide traduction anglicane des Livres Saints. D'où chez les protestants français du XVII<sup>e</sup> siècle la double difficulté où se heurtaient nos controversistes; d'abord le scandale doctrinal qu'était pour eux l'emploi du latin dans les offices liturgiques, puisqu'ils y voyaient la preuve que l'Eglise romaine entend cacher par là au peuple le secret de ses mystères — scandale puéril si l'on veut, mais que les ennemis des traductions de la messe travaillaient de leur mieux à justifier, à exaspérer; — puis la répugnance toute affective qu'ils éprouveraient eux-mêmes à user d'une langue étrangère dans leurs rapports avec Dieu. De là enfin l'idée qui, peu à peu, se fit jour, dans notre camp, de répandre à pleines mains, parmi les Réformés, la traduction de l'Ordinaire de la messe, C'était faire d'une pierre deux coups. Le moyen, en effet, de leur prouver plus évidemment que nous n'avons rien à cacher, et comment les apprivoiser plus suavement aux moeurs catholiques? *Via media* encore plus charitable qu'ingénieuse, et par où l'Eglise, sans faire aucune concession de principe, sans rien changer même à l'essentiel de sa discipline, se flattait de rendre les conversions et moins douloureuses et plus sincères : d'un côté, les mystères découverts à tous les enfants de Dieu, et de l'autre, un moyen facile offert à tous de suivre en français les paroles latines du prêtre.

L'idée première d'employer ce moyen à la conversion des protestants, continue Dom Guéranger, est due à Pellisson. C'est lui qui, dès 1670, « de concert avec la Cour et plusieurs évêques, avait d'abord fait imprimer et distribuer dans le royaume un Missel latin-français, en cinq volumes. La même année, il donna aussi un Ordinaire de la Messe, qui fut réimprimé, toujours dans le même but, par l'évêque de Saintes en 1681. Cette mesure fut déployée avec un luxe extraordinaire, quand l'édit de révocation, qui date de 1685, eut été publié. François de Harlay, par ordre de Sa Majesté, décréta à cent mille exemplaires l'impression des *Heures catholiques* précédées de l'*Ordinaire de la Messe* en français. Peu après, cent mille autres exemplaires de l'*Ordinaire* seul sortirent des presses de Martin et Muguet, imprimeurs à Versailles. Tout cela, disait-on, devait produire de grands effets ». Eh! Pourquoi donc pas! Que voit-il de si naïf dans cette espérance? Nos évêques pensaient, avec Pellisson, que pour convaincre les esprits et toucher les cœurs, l'Eglise n'a pas besoin de dragons. Peut-être encore se rappelaient-ils qu'un plus grand que l'Assemblée de 1660 avait ordonné à ses apôtres de prêcher sur les toits ce que des catéchismes plus intimes leur avaient appris. Il ne semble pas non plus que Dom Guéranger soit dans le vrai, lorsqu'il se plaint qu'une telle mesure ait été « mise à exécution dans le consentement du Saint-Siège, qui assurément ne l'eût pas sanctionnée ». Personne alors n'imaginait que Rome pût désapprouver cette pacifique propagande. Pense-t-on que le Saint-Père l'ait ignorée, ou bien qu'il n'ait pas eu le courage, sinon de la condamner solennellement, au moins d'en limiter le méfait, et d'en prévenir les conséquences?

Et cependant, loin de s'apaiser enfin, cet invraisemblable débat va rebondir de plus belle, surexcitant, déchirant pendant plus d'un demi-siècle, non seulement, comme jadis, les professionnels des querelles doctrinales ou dévotes, mais la France entière. A qui la faute? Aux jansénistes, peut-être, qui opposaient triomphalement aux condamnations antérieures, dont personne ne parlait plus, les cent et cent mille traductions de la messe partout répandues avec l'approbation de tout l'épiscopat; mais bien plus encore, il faut le dire, aux controversistes orthodoxes, assez maladroits pour faire le jeu de l'adversaire en identifiant, contre l'évidence même, une cause irrémédiablement perdue — le Secret des Mystères — avec la cause même de l'Eglise.

« Calomnieuses », bien évidemment, mais aussi maladroites, et deux fois inefficaces, puisque, en prêtant aux anticonstitutionnaires des absurdités que nul d'entre eux n'avait jamais soutenues, on leur permettait de croire qu'on les calomniait également sur tout le reste. Quel besoin d'étendre ainsi la dispute? Révoltés contre la Bulle *Unigenitus*, pourquoi les accuser de tout renier de nos dogmes? Ainsi jadis prétendait-on que le grand Arnauld ne croyait pas à la présence réelle. On aurait néanmoins joué sur le velours, si jadis on avait limité le débat aux cinq propositions manifestement hérétiques, et plus tard au refus d'accepter une Bulle solennelle qui, même selon les maximes du temps, était infaillible, puisque l'immense majorité de l'épiscopat y avait souscrit. La Bulle s'était bien gardée de réveiller l'affaire des

traductions. Mais c'était l'heure de la frénésie et des convulsions, une heure qui devait durer longtemps. Encore n'ai-je pas dit le plus humiliant, le plus douloureux, le plus incroyable : la Saint-Barthélemy des traductions de la Messe. Dom Guéranger ne recule pas devant le récit de ces prouesses qui, d'ailleurs, semblent le combler. « Dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, écrit-il, on vit les prêtres et les religieux qui avaient loyalement embrassé la cause de la foi dans la question de la Bulle, réagir en grand nombre contre l'envahissement des traductions de la Liturgie, mais principalement de l'Ordinaire de la Messe. Le journal de la secte (*Les Nouvelles Ecclésiastiques*) ne laisse pas une année sans émettre des réclamations contre les entreprises des missionnaires en cette matière. Ainsi, en 1728, il dénonce la mission donnée à Chartres par les Jésuites, dans laquelle le savant P. de Tournemine avait prêché contre la traduction de l'Ordinaire de la Messe... En 1733, elles dénoncent les Jésuites de Langres, comme coupables d'avoir ôté l'Ordinaire de la Messe aux Ursulines de cette ville. L'évêque de Laon comparait l'année suivante, comme l'ayant fait déchirer en tête des *Heures*,... qui se trouvaient entre les mains des religieuses de la Congrégation. Dans le même moment, ainsi que nous l'apprend la feuille janséniste, les Jésuites, après une mission... à Ribemont, allèrent par les maisons de la ville déchirer dans les livres qui la contenaient la traduction de cette même prière liturgique. Nous ne pousserons pas plus loin cette investigation chronologique; elle suffira pour montrer à quel point les deux partis, celui de la foi et celui de l'hérésie, se trouvaient en présence sur cette question, et combien il a fallu de temps et d'efforts pour en venir à l'indifférence qui règne aujourd'hui sur les versions de la Liturgie. » Comment Guéranger ne voit-il pas que la seconde partie de sa conclusion détruit la première, je veux dire que, si l'indifférence règne aujourd'hui sur cette question, c'est une preuve décisive que la foi ne s'y trouvait intéressée d'aucune manière, la foi qui ne souffre pas les rouilles de la prescription, et qui ne saurait passer l'éponge sur la moindre des erreurs doctrinales? Contraste pitoyable, mais encore plus décisif : sous Louis XV, ces traductions du Canon traquées par des prêtres et par la police; ces oratoires, ces prie-dieu fouillés; ces pages qui n'ont commis d'autre crime que de mettre à la portée de qui ne sait pas le latin la plus auguste et certes la plus inoffensive des prières, ces pages arrachées, déchirées, piétinées, jetées au feu comme des livres obscènes; aujourd'hui, au contraire, ce même Ordinaire de la Messe, traduit dans toutes les langues connues, tiré à des milliards d'exemplaires, chaudement recommandé à tous par les évêques et par le Saint-Siège.

## AUTRICHE

Charles I<sup>er</sup>

M. Jérôme Troud conte, dans le dernier numéro de la Revue hebdomadaire, les péripéties de la première tentative de restauration en Hongrie. Pages extraites d'un Charles I<sup>er</sup> qui paraîtra prochainement à la Librairie Plon, à Paris. Nous citons :

Par opportunité autant que par tradition, la Hongrie entendait être une Monarchie. L'Assemblée nationale décréta que les fonctions de chef d'Etat seraient exercées provisoirement par un régent, et Nicolas de Horthy recueillit, pour ce poste, la majorité des suffrages. L'esprit politique et juridique des Hongrois protestait sans doute contre un arrangement qui donnait à la même personne des pouvoirs politiques et militaires; mais tout en déplorant le rôle trop accentué qu'ont joué, pendant l'élection, certains éléments militaires, il faut reconnaître que la nomination de Horthy fut accueillie avec enthousiasme.

Un groupe remuant de jeunes officiers, à la tête desquels se trouvait le capitaine Gömbös (actuellement ministre de la Guerre), formait le noyau d'un parti dissident qui regardait le roi Charles comme déchu, et désirait une nouvelle élection royale. Ce parti se mouvait en faveur d'une élection libre existant toujours, en ce qu'ils aient beaucoup perdu de leur importance depuis que le seul candidat possible au trône, l'archiduc Albrecht, descendant même l'empereur Charles de l'empereur Léopold, a librement et volontairement renoncé à ses prétentions.

Bien que Horthy se déclarât soumis à son Roi, certains de ses actes semblaient contredire ses affirmations; dans son entourage, choisi exclusivement parmi le groupe de Gömbös, on ne rencontrait que des partisans d'une nouvelle élection royale; la censure était faite par ce groupe, et l'étranger n'apprenait que des nouvelles triées sur le volet.

L'empereur et roi Charles, en essayant de reprendre le pouvoir à Pâques 1921, n'a obéi qu'à la voix de sa conscience qui lui dictait ses actes.

Une restauration monarchique en Autriche paraissait à ce moment difficile, sinon impossible : les socialistes y détenaient le pouvoir, la situation économique du pays le rendait absolument dépendant des Etats voisins qui jamais n'auraient toléré un changement politique aussi radical. C'est pour ces motifs, que l'empereur Charles va se tourner d'abord vers la Hongrie.

Tels les mois de mai 1920, il avertit le régent de son intention; par lettre, il lui déclare, que dans un avenir rapproché, certainement avant une année, il reviendra dans son royaume, et lui demande de préparer ce retour et de le soutenir.

Le 8 novembre de la même année, le Roi, par une déclaration officielle communiquée à Horthy et rendue publique, reconnaît que la Hongrie formera dorénavant un pays parfaitement indépendant et s'engage à n'accepter une autre couronne que si cette parfaite indépendance est formellement garantie; il prend l'engagement de ne mobiliser les troupes hongroises que pour la défense exclusive du sol hongrois.

L'appui du ministre français Briand avait été d'un grand poids pour décider le Roi à tenter la restauration. Briand avait déclaré que la France reconnaîtrait le fait accompli et demandait que la Hongrie ne s'arrêtât pas aux protestations de pure forme que les pays de l'Entente lui feraient parvenir : celles-ci devaient rester lettre morte et, devant l'inaction des grands pays, leurs satellites, Tcheco-Slovaquie et Yougoslavie, ne pourraient point passer aux actes.

Naturellement, lorsque cette promesse formelle, mais secrète fut plus tard rendue publique, le ministre des Affaires étrangères de Paris opposa un démenti à l'existence de cet engagement.

Le 24 mars 1921, dans l'après-midi, l'Empereur quitte la villa de Prangins (en Suisse) pour faire une promenade; dans la soirée, l'entourage apprend que le souverain, souffrant du pied, gardera la chambre pendant quelques jours.

Le 25 mars au matin — c'était le vendredi-saint — il est à Strasbourg et monte dans le train rapide Paris-Vienne : une place avait été retenue dans un wagon-lits par les soins du comte Lasuen qui s'était embarqué à Paris. Le passeport portait le nom d'une haute personnalité des Etats-Unis et était parfaitement en règle. A Salzbourg, le « voyageur américain » prétexte une indisposition et obtient de ne pas devoir descendre pour les formalités de douane. Le train entre en gare à Vienne le même soir à 10 h. 50; un jeune homme s'avance à la rencontre du comte Lasuen et de son compagnon; ce dernier, après une courte poignée de main, s'éloigne seul dans la direction de la ville. Bientôt une auto-taxi le rejoint : les deux autres personnages y avaient pris place; on l'invite à monter, et s'apitoie avec lui sur la détresse qui règne dans la capitale. L'auto s'arrête bientôt dans la rue qui avait été indiquée; les trois personnages descendent, mais le comte Lasuen se ravisant, se fait mener à différents hôtels où il sait ne plus trouver de place : il s'agit d'éloigner et de distraire le chauffeur. Pendant ce temps, l'Empereur et son compagnon se sont fait introduire dans la maison d'un fidèle, le comte Erödy qui, quoique totalement ignorant de l'événement, reconnaît immédiatement son souverain et fait à la hâte préparer deux lits.

Le lendemain, traversant toute la ville en auto avec les sentiments que l'on imagine facilement, l'Empereur, muni cette fois d'un passeport espagnol, se met en route vers la Hongrie. La frontière est passée sans difficultés et l'on s'arrête dans une auberge pour se restaurer. Personne ne reconnaît le Roi qui s'amuse à questionner ces braves gens. L'auto ayant une panne, l'on obtient des chevaux pour continuer la route.

A 10 heures du soir, la voiture s'arrête à Szombathely devant le palais de l'évêque Mikes qui ne peut en croire ses yeux lorsqu'on le met en présence du Roi, et tremble de tous ses membres.

Après un repas rapide, les délibérations commencent; Teleky, président du Conseil; Vass, ministre de l'Instruction publique,

ainsi que le colonel Lehar, qui commande les troupes locales, sont appelés téléphoniquement.

L'intention du Roi est de cacher sa présence à Horthy, de le faire venir à Szombathely, sous un prétexte quelconque, de le surprendre brusquement, d'y recevoir officiellement la démission du Régent et de partir alors pour Budapest. Mais Teleky et Vass assurent au Roi que Nicolas de Horthy aura une joie extrême à remettre le pouvoir entre les mains de son souverain et que, vis-à-vis de l'Entente, la présence du Roi dans sa capitale revêtira la plus haute importance et paralysera l'opposition. Il importe donc de faire vite : le Roi doit se trouver à Budapest avant que la rumeur de son retour se soit répandue. Après avoir assisté à la messe — on était au matin de Pâques — le petit groupe file à toute vitesse vers la capitale où il s'agit de décider le régent à céder le pouvoir. Une auto précédait d'environ une heure celle du Roi : ses occupants devaient prévenir Horthy, mais, par suite d'une erreur et d'une panne, elle ne parvint à Budapest qu'après l'arrivée du monarque.

Il fait très froid et le Roi est transi; il n'a qu'un mince paletot prêté par l'évêque Mikes.

A 2 heures de l'après-midi, le Roi se trouve au palais et députe le comte Sigray (qui l'accompagnait depuis Szombathely) pour avertir le régent de sa présence. Accueil des aides de camp correct mais glacial. Horthy, qui se trouve à table, est bouleversé; il lui faut quelques minutes pour se remettre du coup et il laisse attendre le Roi dans une pièce non chauffée. « Quel malheur, s'écrie-t-il, en se portant enfin au-devant de son Souverain, quel malheur! Votre Majesté doit retourner immédiatement en Suisse! »

Alors commence une lutte atroce, qui va durer plus de deux heures : d'une part, le Roi, très calme, très maître de lui, mais seul, sans armes, sans appui; d'autre part, Horthy, excité au plus haut point, incapable de raisonner froidement, cédant puis reprenant le pouvoir, arrachant au Roi la promesse d'honneurs, de décorations, de titres, ne songeant égoïstement qu'à lui-même alors que la tranquillité de millions d'hommes se jouait en ce moment. Cet entretien, noté et publié, constitue pour Horthy une flétrissure dont personne ne pourrait se laver (1). Son leitmotiv était toujours : « Que me donnerez-vous si je remets le pouvoir entre vos mains? » il lui faut la confirmation du titre de duc, il lui faut le commandement de l'armée et celui de la flotte, il lui faut la Toison d'Or! « Quand donc, se disait le Roi, cessera-t-il de penser à sa personne pour songer au pays?... »

Lui rappelant son serment de fidélité, le Roi le somme de céder le pouvoir : Horthy refuse et rappelle les menaces de l'Entente. Espérant infirmer cette appréhension, le Roi, après avoir obtenu du Régent sa parole de ne point trahir ce secret, lui nomme Briand et lui fait part des garanties reçues; Horthy est ébranlé, mais s'accroche désespérément à ses fonctions, avec la ténacité absurde d'un homme à bout d'arguments. Pour mettre fin à cette situation tragique, l'accord se fait sur la proposition suivante : le Roi, dont la présence au palais n'est pas encore connue en ville, retournera à Szombathely pendant que Horthy prendra à Budapest les mesures nécessaires pour la rentrée du Souverain. Mais, ajoute le Régent : « auparavant Votre Majesté doit me promettre de me conférer la dignité de chevalier de l'Ordre de Marie-Thérèse, et bien entendu, avec le cérémonial en usage pendant la guerre (2) ». Il s'agissait bien de cela, vraiment!

Pendant l'entretien, une trentaine de personnes, convoquées on ne sait comment, et parmi lesquelles se trouvent la femme du Régent et Gömbös, se sont rassemblés autour du comte Sigray dans l'antichambre. La porte s'ouvre soudain et Horthy paraît, seul : le Roi est sorti d'un autre côté. Horthy déclare cyniquement que le Roi lui a promis de quitter le pays... et il s'empresse d'envoyer une dépêche au colonel Lehar, lui enjoignant de faire passer la frontière au monarque dès que celui-ci sera rentré à Szombathely!

Après avoir roulé toute la nuit, l'auto royale revient vers 5 h. 30 au palais de l'évêque Mikes. Dans l'après-midi du lundi, Horthy

(1) Cet entretien n'a pas eu de témoins; Horthy n'en a jamais dévoilé les détails, mais le Roi en a consigné la teneur dans des notes rédigées immédiatement après l'événement. Ces notes ont été publiées par le secrétaire du monarque, baron Werkmann, sous le titre : *Aus Kaiser Karls Nachlass*, petit opuscule dont la vente et la traduction ont été interdites en Hongrie et que l'impératrice Zita a fait précéder d'une lettre pour en authentifier le contenu.

(2) Avant la guerre, cet Ordre était envoyé par la voie ministérielle; pendant les années 1917-1918, l'Empereur et Roi le conférait en personne aux officiers.

recevait les ministres étrangers et, au mépris de la parole donnée, leur faisait part de la présence du Roi dans le pays; il leur annonçait qu'il s'était adressé au roi d'Espagne pour obtenir à son Souverain un sauf-conduit pour rentrer en Suisse. L'amiral donnait l'impression d'un homme éperdu, fourbe autant que faible et indécis.

Les jours suivants sont remplis par des échanges de télégrammes et des coups de téléphone entre Budapest et Szombathely. L'entourage de Horthy fabrique et envoie des notes les plus pessimistes sur l'attitude de l'Entente. Celle-ci, qui apprend en même temps et le retour du Roi et le refus de Horthy, craint des complications et des luttes intérieures nuisibles à la paix européenne : Briand avait parlé de « fait accompli » et au lieu de cela on voit l'opposition gouvernementale se dessiner, irréductible.

Le vendredi 1<sup>er</sup> avril, le Roi doit s'aliter par suite d'une inflammation des bronches, due au refroidissement contracté pendant ces longues randonnées de nuit en auto. Peu après, les Tchèques, les Roumains et les Serbes envoient un ultimatum réclamant le départ immédiat du Roi; le gouvernement de Horthy va essayer de faire le vide autour du monarque en rappelant à Budapest les principaux personnages établis à Szombathely.

Se rendant compte que devant l'intransigeance du régent, intransigeance appuyée sur la force, il n'y avait rien à obtenir, et ne disposant lui-même d'aucune organisation pour soutenir son action, le Roi fixa au 5 avril son départ pour la Suisse.

Le gouvernement, redoutant une explosion de l'enthousiasme populaire pour le Souverain, avait ordonné un départ « à l'anglaise », mais le Roi en décida autrement : l'heure fut rendue publique et de grand matin la foule entourait le palais épiscopal. Vers 10 heures, les notabilités se réunirent dans la grande salle et firent au Roi les adieux émouvants. La multitude, au dehors, ne cessait de réclamer le Souverain au balcon : il s'y rendit, et fut accueilli par des acclamations délirantes : « Eljen! Eljen! ». Le chant national fut exécuté, le Roi, en uniforme, saluant militairement. Après un vigoureux « *Viszontlatásra!* » (au revoir), le Roi descendit et prit place dans une auto découverte, tandis que les troupes présentèrent les armes. A la gare, ce fut la même scène que devant le palais et jusqu'à la frontière ce furent les mêmes marques de sympathie et d'indéfectible attachement. Non, vraiment, le peuple n'était pas aux côtés du gouvernement.

Pour veiller à la sécurité de la personne du Roi en Autriche, l'Entente avait délégué trois officiers, un français, un anglais et un italien qui prirent place dans le train à la frontière; il y avait également un détachement de douze soldats anglais et quelques policiers autrichiens.

La traversée de l'Autriche fut marquée par des incidents provoqués par les communistes de la région industrielle au nord de Graz; la voie était obstruée près de Bruck et la milice rouge était mobilisée. Les officiers étrangers songeaient déjà à un retour en Hongrie, retour forcé que le Roi souhaitait de tout cœur, car il eût mis Horthy dans une situation intenable vis-à-vis du peuple. Mais lorsque Vienne apprit cette décision, on notifia aux émeutiers qu'ils avaient à laisser passer le convoi. Un millier de jeunes voyous accueillirent le train à Bruck par des cris hostiles; tandis qu'on changeait de locomotive, les soldats anglais se placèrent devant la voiture impériale et chargèrent leurs fusils : il n'en fallut pas davantage pour faire évacuer les lieux. A 5 heures du soir, on atteignit la gare frontière autrichienne de Feldkirch. De là, l'Empereur fit demander au gouvernement helvétique si celui-ci mettait des conditions nouvelles à sa rentrée dans le pays; dans l'affirmative, l'Empereur déclarait vouloir séjourner dans la principauté de Liechtenstein. On apporta une réponse négative, ajoutant que, devant le refus du canton de Vaud de recevoir à nouveau l'Empereur, le canton de Lucerne avait sollicité et obtenu l'honneur de l'accueillir.

L'Impératrice, avertie des événements, avait tenu à se trouver à la gare frontière suisse de Buchs où elle fut la première à recevoir sur la terre étrangère celui que des coteries si basses avaient une nouvelle fois exilé.

La partie pouvait être considérée comme perdue après les dix premières minutes de conversation avec Horthy. Les faibles ne cèdent qu'à la peur et le Roi n'aurait pu avoir raison du Régent que par l'intimidation.

« Jusqu'à preuve du contraire, je suis plutôt porté à juger favorablement mon prochain » se plaisait à dire l'Empereur. On serait tenté de se demander si, pour les souverains, la méfiance n'est pas une vertu.



**135 frs**  
le m. carré  
**TAPIS DE SMYRNE**

du 12 au 31 courant

**35 frs**  
le mètre  
**les MOQUETTES unies**

## UN BEL EFFORT DE VENTE

### TAPIS D'ORIENT

Nos **SMYRNE** dont la qualité est reconnue

3 × 2 3,50 × 2,50 4 × 3 4,50 × 3,50

frs 810 1180 1620 2125

**OUCHACLI**, le m. carré 300 frs

Lots très avantageux de :

Tabriz, Geuravan - Heris

Meched, Mahal, Sparta,

Eskicheir

### FOYERS PERSANS

Mossoul, Karadja,

Beloutchistan, Chiraz :

frs 275 - 395 - 475

545 - 695

Galleries Persanes : frs 635

(diverses longueurs)

### TAPIS MÉCANIQUES

Carpettes en laine :

env. 2,40 × 1,70 3 × 2 3,50 × 2,50 4 × 3

frs 245 415 635 735

200 Carpettes "Yildiz"

en 3 × 2, à solder : frs 695

RECOUVREZ VOS PLANCHERS

avec notre

**TAPIS BOUCLÉ**

extra solide

Frs 29.- le mètre sur 0,70

### TAPIS DIVERS

Escaliers et Appartements

(dessins Orientaux et Moderne)

larg. env. 0,50 0,60 0,70 jusque 1,40

frs 25 32 38

32 38 46

38 46 55

Moquettes à dessins : largeur 0,70

frs 39.- le mètre

VOUS TROUVerez DANS NOTRE STOCK LE TAPIS QU'IL VOUS FAUT AU PRIX LE PLUS BAS

# TAPIS BENEZRA S. A.

41 - 43, Rue de l'Écuyer, Bruxelles

## A LA GRANDE FABRIQUE

Maison fondée en 1877

Téléphone 12 03 03

Compte Chèques Postaux 12.888

# ESDERS

VÊTEMENTS POUR HOMMES

DAMES ET ENFANTS

26, rue de la Vierge Noire  
BRUXELLES

### Vêtements de sports et de voyages

Livrées et uniformes - Lingerie - Bonneterie  
Chapellerie - Ganterie - Chaussures -  
Canes - Parasoles - Fourrures - Modes



Le Nouveau  
Radio-Gramophone

## “LA VOIX DE SON MAITRE”

bat le record de la perfection

Modèle 521

Demandez la brochure  
explicative

Démonstration sans  
engagement

171, bd Maurice Lemonnier  
BRUXELLES



W·H·SMITH & SON  
BRUXELLES



## ENGLISH BOOKSHOP

Vous offre un assortiment le plus complet des

Livres, Journaux, Revues et Périodiques

Anglais ou Américains

par numéro ou par abonnement

SERVICE SPÉCIAL POUR LA PUBLICITÉ  
DANS TOUS LES JOURNAUX ANGLAIS

Le plus beau choix de gravures anglaises et françaises  
Papeterie anglaise, de luxe et courante. Porte-Plume Réservoir

Rue du Marché-aux-Herbes, 78, Bruxelles

(entre Grand'Place et Galeries St-Hubert)

JOAILLIER-ORFÈVRE D'ART

# HENRI OPPITZ

36, AVENUE DE LA TOISON D'OR

Téléphone 11,88,69

